

2996

LE JOUR

28-03-74 00107 1-905
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
DU QUÉBEC
RECEPTION DES PÉRIODIQUES
1701 RUE ST DENIS MTL QUE
DEPT 0-745136

rons maîtres chez nous

le mardi 27 août

Généralement nuageux

Celsius (°C)	Fahrenheit (°F)
Minimum: 14	Minimum: 55
Maximum: 24	Maximum: 75

Vol. 1 — No 151

14 pages

20 cents

1974

monde



Charles Lindbergh est mort

page 11

Accord sur la Guinée-Bissau

Les délégations du Portugal et de la Guinée-Bissau sont parvenues, hier soir à Alger, à un accord complet: le Portugal reconnaît la République de Guinée-Bissau comme État souverain, le 10 septembre 1974.

page 10

québec

Ça bouge à Manseau

Grâce aux subventions "populaires", aux cinq piastres des Québécois, la coopérative de tomates de Manseau entreprend aujourd'hui la construction d'une serre d'un acre.

page 7

Un bilan de la Super Franco Fête

Après la Super Franco Fête, Québec ne sera jamais plus la même, mais les Africains, qui ont séduit les Québécois avant de repartir, restent des inconnus.

page 6

Le Soleil: une brève éclipse

page 7

économie

Une "ville nouvelle" à La Prairie

La compagnie Gulf annonce la création d'une ville nouvelle de 30,000 habitants à LaPrairie. Elle investira \$300 millions pour la mise en application de ce concept européen au Québec.

page 9

Les pêcheries en état de crise

De retour de Gaspésie, notre reporter Jean Chartier fait le point sur les pêcheries. C'est un monde en état de crise, écrit-il. On lira aujourd'hui la première tranche de ce reportage.

page 9

arts

Un opéra plein d'humour

C'est par un opéra plein d'humour, "Falstaff", de Verdi, que l'Opéra du Québec inaugurera sa quatrième saison le 7 octobre prochain à Montréal.

page 13

Le transport en commun est complètement paralysé

Les autobus bloqués dans les garages

par Pierre Tanguay

Les Transports en commun de Montréal sont maintenant totalement paralysés depuis que le Syndicat du transport de Montréal (section entretien) a demandé à ses 1,600 membres en grève de dresser ce matin, à 4 h., des lignes de piquetage devant tous les garages de la CTCUM, empêchant ainsi les autobus encore en état de rouler, de sortir des garages.

Au moment de mettre sous presse, il semblait assez certain que des affrontements étaient désormais inévitables.

En effet, les positions respectives de la CTCUM et des grévistes étaient totalement irréconciliables et ne pouvaient que mener à des confrontations qui risquent d'être assez animées.

Alors qu'hier après-midi des hauts-cadres de la CTCUM et des grévistes étaient entendus à des chauffeurs d'autobus que les portes des garages seraient ouvertes et que les autobus rouleraient, des porte-parole des 1,600 employés de garage et d'entretien en grève affirmaient de leur côté hier soir que toutes les portes des garages seraient bloquées par des lignes de piquetage.

Pour leur part, les chauffeurs sont devenus partie active dans le conflit depuis qu'ils ont refusé hier matin de franchir des lignes de piquetage dressées par leurs confrères grévistes. Les chauffeurs étaient visiblement mal à l'aise d'être impliqués de cette façon dans le conflit mais semblaient en même temps résolus à respecter les lignes qui pourraient être dressées par les employés de garage et d'entretien.

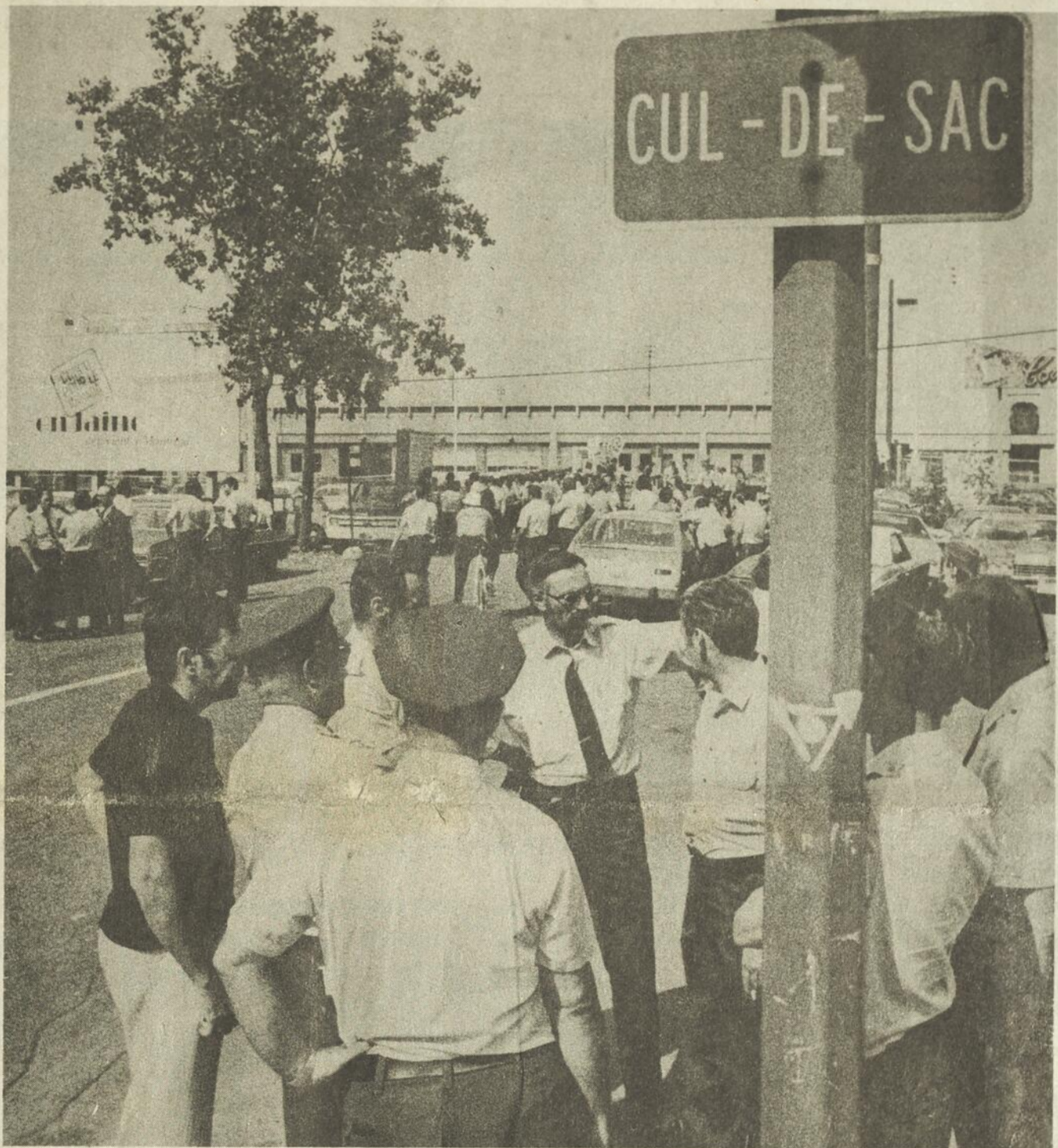
Mesures disciplinaires

Un des employés de la direction de la CTCUM, M. Jean Hotte a laissé entendre que des mesures disciplinaires pourraient être prises contre les chauffeurs qui ne se présenteraient pas au travail ce matin. Des mesures qui pourraient ressembler, a-t-il dit, à des retenues sur les salaires.

Si ces mesures disciplinaires ont déjà été prévues, c'est que les chauffeurs d'autobus ne semblaient pas chauds à l'idée d'être ainsi propulsés en plein coeur du conflit et que plusieurs avaient laissé entendre hier après-midi qu'ils pourraient bien être malades aujourd'hui. Il est à prévoir en tout cas que les chauffeurs se prononceront clairement sur le conflit possible par un vote. Cette façon de procéder leur avait été refusé par l'exécutif de leur fraternité il y a un peu plus d'une semaine.

Si, d'un côté, la situation se corse sur le "front chaud", elle ne s'améliore pas non plus du côté de la table des négociations où le premier ministre Bourassa a refusé la demande de la partie syndicale qui souhaitait la nomination d'un médiateur, M. Bourassa a répondu qu'un médiateur serait nommé quand la demande viendrait des deux côtés à la fois.

Autres informations, page 3



(Photo Antoine Désilets)

La situation dans le conflit du transport en commun de Montréal s'est rapidement détériorée depuis hier matin alors que les chauffeurs d'autobus ont refusé de franchir les lignes de piquetage dressées par les employés de garage et d'entretien en grève depuis 20 jours.

Même si l'ex-député libéral était réélu Burns ne lâchera pas "l'affaire Boutin"

par Pierre Sormany
WINDSOR — L'accusé Boutin, ex-député libéral, qui tentera demain de se faire réélire dans Johnson, demeurerait "accusé" même s'il devait être réélu.

Robert Burns, celui qui a prouvé en Chambre, il y a quelques semaines, les illégalités commises par Jean-Claude Boutin, a en effet fait savoir hier soir qu'il ne lâcherait pas. "La cause de Boutin n'a pas été jugée, et si jamais il est réélu, je me fais un point d'honneur d'éclaircir cette affaire."

M. Burns, député de Maisonneuve, s'adressait hier à un auditoire de quel-

que 250 personnes venues soutenir M. Denis Bachand, candidat du PQ dans cette circonscription.

Cette assemblée faisait d'ailleurs suite à un ratissage systématique des environs de la ville de Windsor, siège de la très puissante Domtar, source de pollution de la Saint-François. Outre MM. Burns et Bachand, René Lévesque, Jacques-Yvan Morin et Jean-François Bertrand, fils de l'ancien premier ministre, participaient aussi à l'assemblée.

Pour les libéraux, on a pu voir dans le porte-à-porte pré-électoral MM.

Saint-Pierre, pour les milieux industriels, Toupin, parce qu'il s'agit d'un comté agricole, mais aussi Mme Lise Bacon, dans un comté où les assistés sociaux sont nombreux et craintifs pour l'avenir de leurs prestations, semble-t-il.

Du côté de Bellemare, dernier venu dans cette campagne, l'effort s'est fait de manière plus "traditionnelle". Mais le vieux limier compte sur de vieilles connaissances et est rodé à tous les trucs du métier. Peu de gens le prenaient au sérieux à l'origine: aujourd'hui, on le considère partout comme le candidat à battre.



René Lévesque

La grande peur des "bien-pensants"

L'hommage le plus convaincant que puissent rendre au Parti québécois les piliers du statu quo, c'est la frousse constante qu'ils affichent devant sa plus petite chance d'avancer.

Rien de plus cocasse que la façon dont ce phénomène s'est manifesté, puis amplifié, à mesure que se déroulait l'élection partielle de Johnson.

Au début, cette autre

"opération-canicule" du gouvernement Bourassa semblait destinée à passer sans peine, dans l'indifférence générale. Après tout, quand on a réussi à faire avaler un "bill" 22 en juillet, c'est l'enfance de l'art que de réimposer un ex-député frelaté avant la fin d'août.

Les ministériels pouvaient donc ouvrir leur campagne, le 4 août, par une grosse assemblée tonitruante, bien "paquetée" et abondamment garnie de maires en service commandé. Paul Desrochers,

Éminence Rouge de la machine, s'installait dans le comté. L'affaire était dans le sac.

Si bien même que les "bien-pensants" du régime se sont d'abord offert le luxe de faire un peu de démocratie sonore... C'est ainsi qu'on a pu lire dans Le Devoir un premier éditorial où M. Laurent Laplante préconisait, pour un certain minimum de santé politique, l'élection du candidat péquiste. De même à Sherbrooke, la rédaction de La Tribune ne se gênait-elle pas

pour vitupérer la conduite inqualifiable de l'ex-député Boutin. Qui ne risque rien dit rien...

Mais en même temps, les premiers sondages s'effectuaient. Que révélaient-ils? Que dès le départ la majorité des répondants se trouvaient justement d'accord avec les vertueux éditoriaux et que le "sopin" ne passerait pas si facilement... Il pouvait même arriver, vu l'abstention des créditistes déçus, que le PQ réalisât le petit

(suite à la page 7)

LE QUÉBEC EN

80

JOURS

Après le 200

La ville de Granby s'est longtemps fait connaître par son zoo et par son maire, M. Horace Boivin, qui occupa le fauteuil pendant 25 ans.

C'est aussi la ville des bas salaires, avec son cortège de problèmes sociaux et culturels.

Aujourd'hui, il semble qu'un réveil collectif soit en train de se produire.

L'un des signes avant-coureurs de cette transformation sociale est sans contredit les soubresauts survenus cette année dans le domaine de l'information, avec la grève au journal La Voix de l'Est et l'occupation du poste de radio CHEF.

Dans les deux cas, le baromètre indique que face aux faibles moyens mis par Power Corporation à la disposition des salles de rédaction, un petit groupe de batailleurs s'est mis résolument à la tâche: forcer les patrons à donner à Granby les instruments nécessaires à une information agressive et de qualité.

À CHEF, par exemple, il faut encore se battre pour qu'un journaliste à plein temps soit assigné à la couverture des événements locaux.

Granby doit également livrer bataille dans le domaine de l'enseignement collégial. Québec refuse encore à cette ville un Cégep autonome pour répondre aux besoins de la population. Le campus collégial de Granby est réduit à un état de dépendance humiliante face à la toute puissance du Cégep de Sherbrooke, dont il est la filiale défavorisée, mal équipée, mal logée.

Il y a aussi cette histoire passionnante de la maison de pension pour les détenus, que des citoyens bien nantis du quartier numéro deux ont décidé de combattre par tous les moyens. Seul à défendre ce projet au sein du conseil de ville, le maire Paul-O. Trépanier n'a pas l'intention de baisser pavillon et considère comme illégale une résolution du conseil visant à empêcher l'émission d'un permis municipal.

Si ce projet avant-gardiste réussit à franchir avec succès tous les obstacles, ce sera pour Granby un symbole important: on pourra alors parler d'une évolution sociale irréversible dans cette ville réputée jusqu'ici pour son conservatisme social.

Maurice Giroux

Soyouz-15 en orbite

MOSCOU (AFP) — Un vaisseau cosmique, le "Soyouz-15", a été placé sur orbite hier en U.R.S.S., annonce l'agence TASS.

Le vaisseau est piloté par le commandant Guennady Warafanov et l'ingénieur de bord Lev Diomin.

Pourquoi fumer des C.D.A.?

L'QUEBÉCOISE

Avec le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, combattez le danger pour la santé avec l'usage.

LE QUÉBEC EN 80 JOURS



En remontant le Richelieu À l'Acadie, un passé émouvant est à l'abandon...

Tout se vend, même l'histoire

L'ACADIE — À Saint-Jean d'Iberville, la carpe se meurt dans le Richelieu, empoisonnée par une industrie que le gouvernement ne se presse pas d'identifier. Pendant ce temps, à l'Acadie, non loin de là, de

vieilles maisons historiques tombent tranquillement en ruines, sous l'oeil absent du ministère des Affaires culturelles.

Il ne faut en effet pas se surprendre si devant le presbytère de la paroisse, une immense et magnifique maison de pierre, sera bientôt affichée: "presbytère à vendre".

Si on n'en est pas encore là, le curé de l'Acadie, M. l'abbé Clément-Marie Provost, n'en démontre pas moins le plus grand pessimisme.

L'église, le presbytère et la maison

du sacristain forment un ensemble architectural très riche au point de vue esthétique autant qu'historique. Un ensemble toutefois, qui perd progressivement de la valeur, à cause de la bêtise de certains hommes et du gouvernement.

L'église, construite en 1800 et 1801 par Odelin et Mailloux, a subi les affres du temps et des hommes. Par exemple, des trois tableaux que Louis Dulongpré a peints vers 1802, pour orner les retables de l'église, il n'en reste que deux. C'est ce qu'explique M. Gérard Morissette, qui en a tracé l'historique, en précisant que le pre-

mier ne comporte que quelques retouches mais que le second, entièrement repeint, est devenu méconnaissable. Ce n'est qu'un exemple.

Depuis lors, le temple religieux est devenu monument historique. Mais certaines réparations essentielles comme le filage ne peuvent être exécutées parce que non comprises dans les critères de rénovation du ministère des Affaires culturelles.

L'église est condamnée à brève échéance. Les responsables crient au secours puisque la fabrique n'a pas assez d'argent pour assumer à elle

seule le fardeau financier des réparations. Mais personne ne semble entendre.

Le presbytère, quant à lui, est trop vaste et demande trop d'entretien; si vous êtes acheteur, vous avez de bonnes chances!

L'Acadie a décidément un nom prédestiné. Nommée ainsi parce qu'elle a accueilli des Acadiens déportés, cette municipalité a été le site en 1837 de troubles graves lors de la rébellion des patriotes.

Aujourd'hui, l'église même qui fut

le théâtre de "l'occupation" des troupes anglaises est quasi abandonnée par le gouvernement.

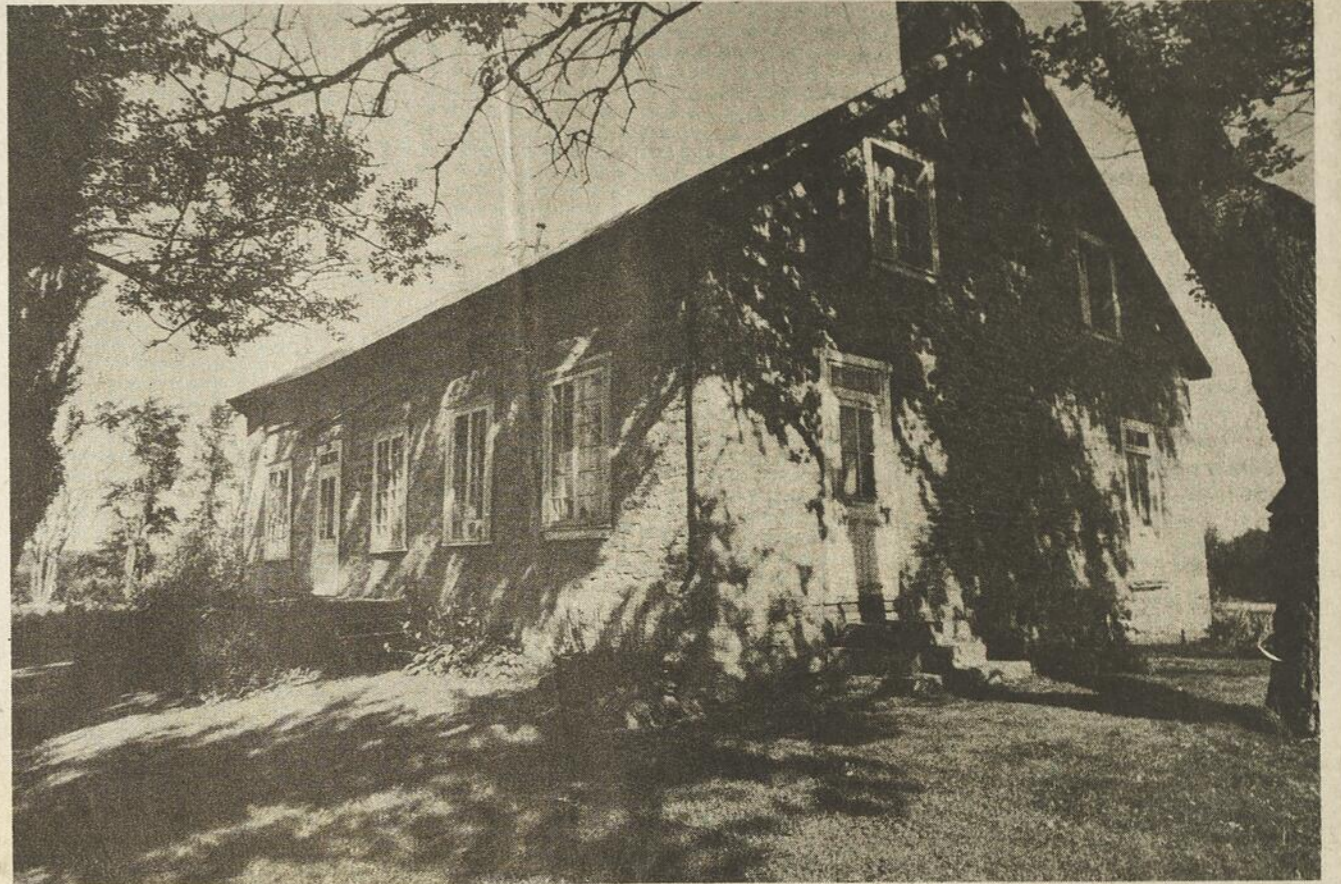
Heureusement, quelques autres vieilles demeures peuvent témoigner du passé. L'une d'entre elles appartient à Michel et Francine Roy. Construite vers 1835, elle ressuscite actuellement sous le regard expert de Michel, gérant de caisse populaire.

En voilà au moins une qui ne disparaîtra pas purement et simplement au fil des années.

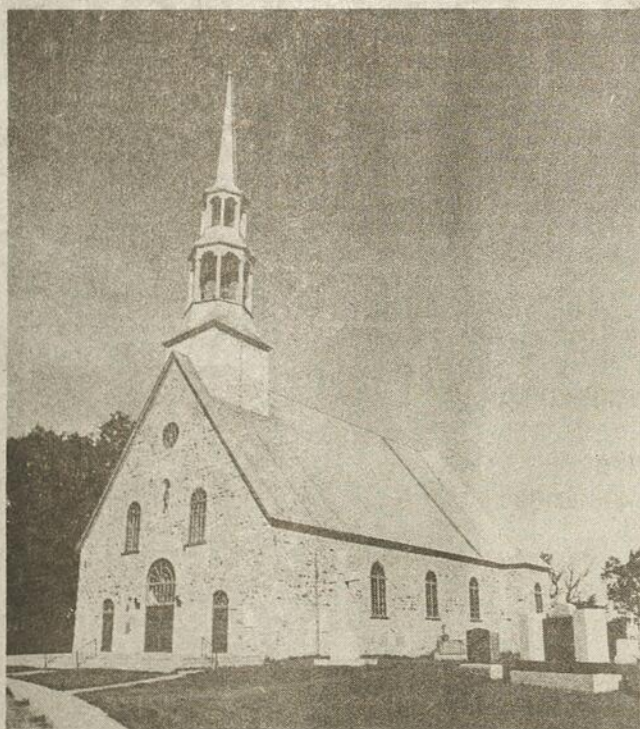
Claude Grégoire



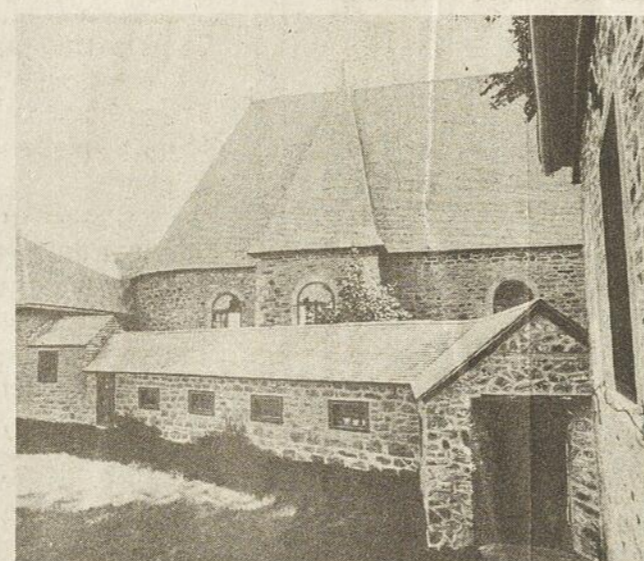
La maison du sacristain: complètement à l'abandon.



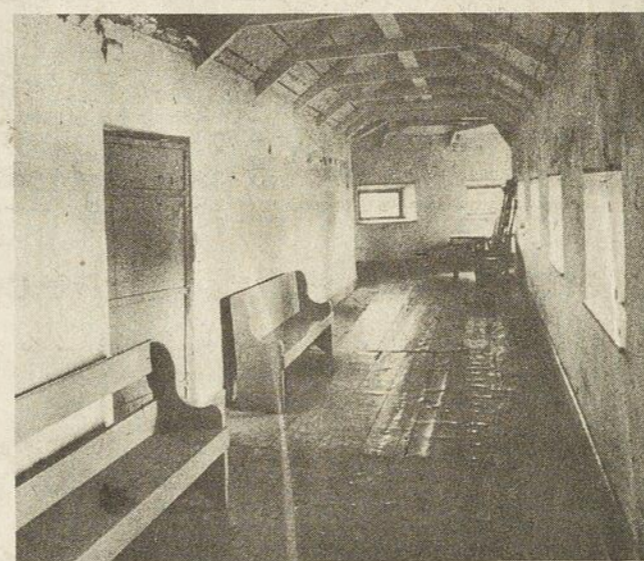
Le presbytère de l'Acadie: À vendre!



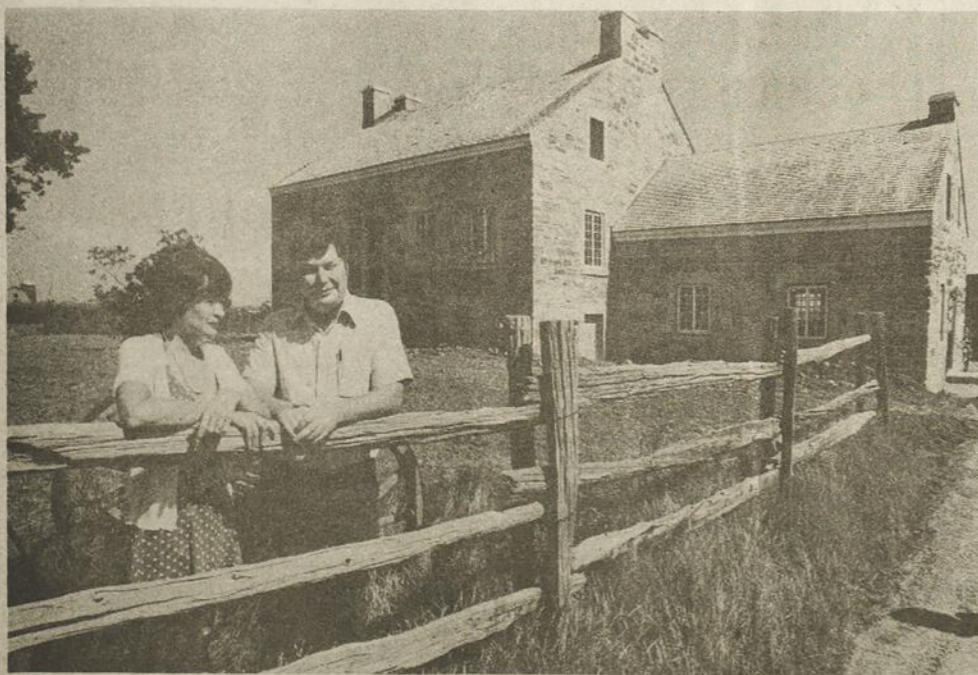
L'église de l'Acadie, construite en 1801, est condamnée à brève échéance. On manque de fonds pour effectuer les réparations qui s'imposent.



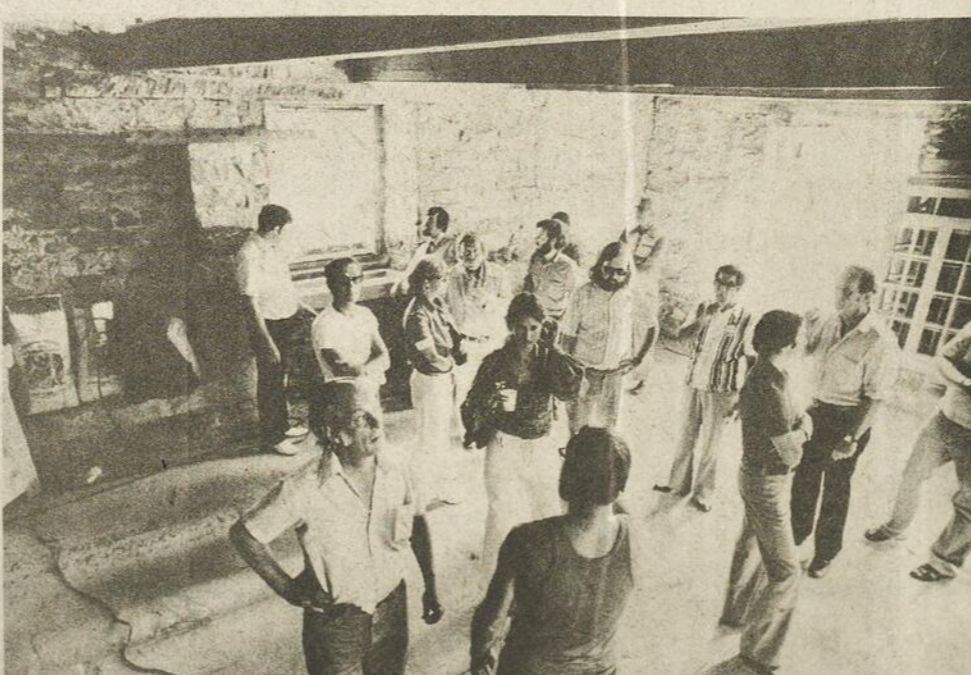
L'arrière de l'église, avec la sacristie et le couloir qui mène au presbytère, constituent un ensemble architectural unique au Québec.



L'intérieur du couloir qui relie l'église au presbytère.



Michel et Francine Roy ont rénové cette vieille maison du 19ème siècle. Michel est gérant de caisse populaire.



Une petite visite chez Michel Roy.

Le calendrier du JOUR

Mardi 27 août:
Chambly: 11h visite de la compagnie Bennette. midi dîner chez Marius 13h visite du Fort et des écluses 15h réception à la caisse populaire St-Mathias 16h30 visite de l'église historique Chambly 19h rencontre avec le conseil municipal
Carignan: 20h réception à l'hôtel de ville
Chambly: 21h30 goûter populaire au 4 rue Charles Boyer
Mercredi 28 août:
Shawinigan: Arrivée de la caravane à midi, 517 rue de la Station (Bureau de l'ACEF) p.m.: rencontre avec les dirigeants syndicaux concernant la grève régionale du transport en commun.
Sainte-Thècle: activités du centenaire
Saint-Tite: rencontre avec les dirigeants du festival western soirée: rencontres informelles — coucher à St-Boniface, près de Shawinigan
Jeudi 29 août:
Nicolet-Yamaska (Bécancour, Gentilly, Daveluyville, Lac St-Pierre, St-Guillaume, St-Pie, St-François, Pierreville, Baieville, Odanak, St-Léonard; détails à venir).

la cuisine d'été

par Jacques Guay

Place à l'histoire et aux magnifiques photos de Michel Giroux. J'en profite, de passage à Montréal, pour mettre au point les derniers quinze jours. Et méditer l'éditorial de Ryan de lundi. Si j'ai bien compris il ne faut pas voter péquiste pour ne pas donner l'illusion que les Québécois sont séparatistes. Là-dessus le pape appuie Bellemare dans Johnson. Un qui doit bien rire l'autre bord c'est Maurice Duplessis.

L'équipe du JOUR remercie ceux qui ont contribué à cette tournée du Québec en 80 jours.

- La Société des Tabacs Laurentiens qui produit la cigarette La Québécoise.
- Les Roulottes Unik de Saint-Jérôme qui nous ont prêté une Safari pour l'été.
- M. Guy Simard de Transition Audio-Visuelle qui a installé le système de son de la caravane.
- Les Disque Lemaire qui ont fourni les cartouches de chanteurs.

LE JOUR

LE JOUR est publié par la société SOPEP INC., qui a son bureau principal au 387 Lebeau, Ville Saint-Laurent, Montréal 379. Il est imprimé à l'imprimerie Trans-Continentale Inc., 433 Lebeau. La composition et le montage se font à l'atelier de composition D.S.C. Inc., 385 Lebeau.

La Presse Canadienne et l'Agence France Presse sont autorisées à publier les informations du JOUR. Abonnement: édition quotidienne, livrée à domicile par porteur: \$1.25 par semaine; par la poste: \$52 par année et \$30 par six mois. Édition du samedi: \$12. Tarif de l'abonnement servi par la poste aérienne sur demande. Courrier de deuxième classe: enregistrement numéro 3299. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

collaborateurs

Rédaction

Rédacteur en chef: Yves Michaud
Secrétaire général de la rédaction: Jean-Pierre Fournier
Chef de pupitre: Pierre Godin; adjoints: Roch Côté, Bruno Dostie, Paul Paré
Politique: Jacques Guay, Maurice Giroux, Evelyn Dumas, Gil Courtemanche, Claude Grégoire
Consommation: Marie Vallée
Travail et éducation: Paule Beaupré-Champagne, Gisèle Tremblay
Affaires urbaines: Rose-Anne Giroux.

Économie et finance: Jean Chartier, Pierre Sormany
Vie et Culture: Alain Pontaut, Jean-Pierre Tadros
Reporters: Marcelle Bourque, Pierre Tanguay, Pierre Bertrand
Photographie: Antoine Désilets, Michel Giroux
Caricature: Berthio
Documentation: Ginette Héty
Agences: Maurice Beaulieu.
Sport: Alain Gerbier, Christian Nober
Tourisme: Bougainville

Administration

Directeur administratif: Robert St-Jean
Contrôleur: Marcel Latendresse
Comptable: Ginette Roy
Assistante comptable: Johanne Marier

Tirage

Directeur: Marcel Pinsonnault
Adjoint: Michel Gagné

Publicité

Directeur: Publicité locale et nationale: Gérard Lapointe
Représentants: Jacqueline Avil, Jean-Normand Senay, Jean-Pierre Tison, Richard Bradette, Francine Tremblay, Robert Pepin
Carrières: Suzanne Asselin
Petites annonces et Avis légaux: Ginette Tremblay
Graphiste - maquettiste: François Delaney

TÉLÉPHONE: 331-8961 (lignes groupées)

LE JOUR

Du neuf dans le conflit à la CTCUM

Les chauffeurs d'autobus respectent les lignes de piquetage des grévistes

par Pierre Tanguay

"Non, on rentre pas". Debouts devant le garage de la CTCUM au coin des rues St-Laurent et Chabanel, ceux qui parlaient ainsi hier après-midi ne faisaient pas partie des 1,600 employés de garage et d'entretien en grève depuis le 7 août. C'étaient des chauffeurs d'autobus à l'emploi de la CTCUM.

C'étaient ces mêmes chauffeurs qui la semaine dernière, avaient été accusés par leurs confrères de garage et de l'entretien, de refuser de donner une forme quelconque d'appui aux 1,600 grévistes.

Hier, les chauffeurs ont refusé de franchir les lignes de piquetage dressées devant le garage Legendre par une vingtaine d'employés de garage. "On ne peut pas franchir une ligne de gars syndiqués comme nous" ont-ils déclaré pour la plupart, affirmant que si des lignes de piquetage étaient à nouveau dressées aujourd'hui et toute la semaine, ils continueraient à les respecter.

Des représentants de l'exécutif de la Fraternité des chauffeurs d'autobus sont venus hier après-midi, au coin de St-Laurent et de Chabanel, afin de demander aux chauffeurs de passer les lignes de piquetage et de faire fonctionner les autobus coûte que coûte. À la presque unanimité, les quelques 60 chauffeurs présents ont rejeté les invitations des représentants de leur exécutif et ont persisté dans leur refus de franchir les lignes de piquetage qui bloquaient l'entrée du garage de la CTCUM, depuis quatre heures du matin.

En tout 190 autobus sont restés au garage, paralysant totalement 16 lignes d'autobus du nord-est de la ville et désorganisant tout le réseau de correspondance de l'île.

Si les chauffeurs n'ont pas franchi les lignes de piquetage, par contre deux cadres de la Commission ont pu "forcer" les barrières grâce à l'escorte que leur ont faite une dizaine de motards de la police de Montréal. Ces deux cadres, MM Blain et Bisaillon du service du personnel de la CTCUM ont affirmé qu'ils

devaient entrer à l'intérieur pour y faire ou recevoir un appel téléphonique important.

Ils ont pu passer, assis à l'intérieur d'une autopatrouille de la police de la CTCUM, après qu'un officier de police ait réussi à convaincre les piqueteurs que les policiers étaient là pour faire passer les cadres de la Commission et non pour briser les lignes de piquetage ou pour faire entrer les chauffeurs.

Une trentaine de minutes plus tard, MM. Blain et Bisaillon sont revenus pour avertir les chauffeurs qui attendaient, qu'ils pouvaient retourner chez eux et que cette journée leur serait quand même payée. Ils ont prévenu les chauffeurs qu'ils devraient être en poste aujourd'hui, c'est-à-dire qu'ils devraient se présenter au travail, que la CTCUM se chargerait de maintenir les portes des garages libres de toute entrave...

Le mandat à leur comité de négociation de déclencher la grève au moment où il le jugerait opportun.

Les négociations qui ont débuté vers 10 heures hier matin se poursuivaient toujours hier soir en compagnie du médiateur M. Marcel Boisvert.

Les travailleurs de Francon réclament des assurances du côté des conditions de travail et de l'activité syndicale. Bien que le contrat de travail soit échu depuis janvier dernier la compagnie n'a inclut aucune rétroactivité dans ses offres monétaires. Ceci serait une des raisons de la difficulté d'en venir à un accord.

L'indexation des salaires ne serait garantie aux travailleurs de Francon que dans la mesure où elle serait appliquée à toute l'industrie de la construction.

Vote de grève à la cimenterie Francon

Nouveau ralentissement dans la construction?

La construction risque d'être à nouveau ralentie à Montréal. En effet la cimenterie Francon qui contrôle 40% de la production de béton or-

dinaire et pré-contraint pourrait avoir cessé ses activités dès minuit et une minute ce matin.

Au moment de mettre sous

presse hier soir, on était toujours incertain de ce qui allait advenir à la cimenterie Francon de Montréal, où les 800 travailleurs avaient la veille,

L'enquête sur l'explosion de Ville Mont-Royal

Plusieurs questions attendent Me Delage

Une vingtaine de témoins comparaitront à l'enquête que le commissaire aux incendies du Québec, Me Cyrille Delage, entreprendra demain à Montréal. En plus de l'agent Samson, de la Gendramerie Royale du Canada, victime de la bombe qu'il aurait lui-même posé au domicile du président de la chaîne Steinberg à Ville Mont-Royal, qui sera évidemment le premier et

principal témoin à cette enquête, d'autres noms ont également été mentionnés.

On comptera ainsi parmi les autres témoins la mère de l'agent Samson. Également du nombre, M. Fernand Barré, un ami de l'agent que la police de la CUM a déjà longuement interrogé et qui s'est plaint d'avoir été brutalisé; il a aussi déclaré qu'un

deuxième agent de la GRC accompagnait Samson au moment de l'explosion. Enfin, un autre témoin serait un certain Camille Gervais qui aurait rencontré l'agent Samson au Maroc, l'hiver dernier.

Les questions sans réponses se sont donc accumulées au cours des quelques quatre semaines écoulées entre l'explosion et le début de l'enquête.



photo Antoine Deslèves

Passera, passera pas? Les chauffeurs d'autobus ont décidé hier contre le gré de l'exécutif de leur fraternité de ne pas passer la ligne de piquetage qui avait été dressée devant le garage de la CTCUM coin St-Laurent-Chabanel par les employés de garage et d'entretien en grève depuis 20 jours. Le conflit est maintenant généralisé puisque les chauffeurs ont laissé entendre qu'ils ne franchiraient aucune ligne de piquetage.

C'est le temps d'avoir la vôtre!

Troisième étape
ON CONTINUE!!!
du 26 au 13 août
Elle sera toute équipée:

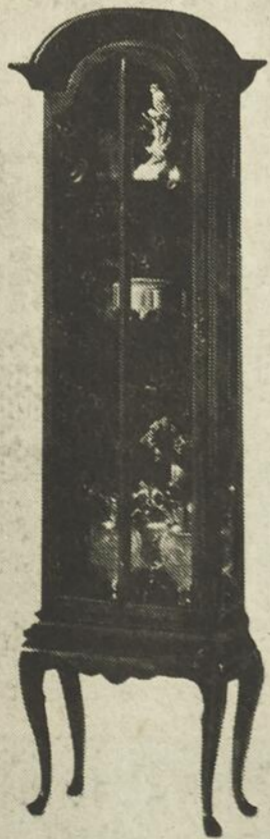
610-2 portes ht 115 cv
Arbre à cames en tête
Flancs blancs
Grands enjoliveurs de roues
Briquet
Sièges couchettes
Intérieur de luxe
Appuies-tête incorporés
Tapis porte à porte
Toutes vitres teintées
Dégivreur arrière électrique
FEUX DE RECUL
Double circuit de freins
Freins à disques assistés
Colonne de direction télescopique
Lave-glace électrique
Buttoirs av. et arr. en caoutchouc
Batterie 60 amp.
Alternateur 400w.
Ceintures de sécurité avec enrouleur
Ventilateur électro-magnétique
Refroidissement hiver-été (moteur)
Retroviseur extérieur
Horloge électrique
Anti-rouille
Radio AM-FM 3 haut-parleurs
Air conditionné



LIONEL CLERMONT DE LAVAL

La découverte de l'art de bien vivre commence chez Lionel Clermont de Laval.

*beauté, qualité
exclusivité*



Lionel Clermont de Laval, c'est une oasis d'exclusivités où l'on trouve des meubles modernes, contemporains ou coloniaux d'une rare beauté.



315 BOULEVARD ST-MARTIN
À L'OUEST DU BOULEVARD DES LAURENTIDES - TEL: 667-2260

DATSUN

\$4,360⁰⁰

bellemare

DATSUN ltcc

10305 PAPINEAU (Angle Fleury)

382-2780

au jour le jour

9h.

Session d'information sur le bill 22 tenue par la Chambre de Commerce de Montréal, à la Maison du Commerce, Côte du Beaver Hall.

12h

Déjeuner d'information donné par le président de la compagnie Maytag, au Château Champlain.

15h.

L'Association d'acupuncture du Québec rend public le mémoire qu'elle a remis au ministère des Affaires sociales au 1459, rue Blanger.

Collecte de sang de la Croix-rouge au Centre hospitalier St-Jean-de-Dieu, salle des loisirs au Pavillon Notre-Dame-du-Rosaire.

quoi faire au Québec?

QUÉBEC

Montmagny: Dans le cadre du Festival du film de l'abbé Maurice Proulx, à la polyvalente Casault de Montmagny, présentation des films suivants: "Les routes du Québec", "Le dogme de l'Assomption", "Les ailes sur la péninsule". L'abbé Proulx sera présent pour la présentation et la discussion de ses films.

OUTAOUAIS

Hawkesbury: Réunion régulière du club Rotary, à 18h30, restaurant et taverne Dominion.

LAURENTIDES

Mont-Laurier: Lac Carré, Auberge La Cabouse, activité en plein air pour jeunes travailleurs et étudiants. Réservations: 688-2233.

CÔTE-NORD

Manicouagan: Dans le cadre du Festival forestier de la Côte-Nord, exposition du peintre Jérémie, ateliers, démonstrations et exposition de tapisseries. Artisans à l'oeuvre sur métiers, au Centre d'Art de Manicouagan.

SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

Chicoutimi: Festival national de folklore.

éditorial

Le problème des investissements étrangers

Lorsque Le Devoir publia, il y a quelques semaines, des extraits d'un rapport ministériel sur l'investissement étranger, on chercha, à Québec, à atténuer la portée de cette fuite, en soulignant qu'il s'agissait d'un texte préliminaire.

Pauvre défense. En fait, la version finale explicite, élabore ou développe. Elle n'est pas cependant orientée différemment. À tous égards, il s'agit d'un document remarquable. Peut-être surtout parce qu'il collige et synthétise les observations et les recommandations d'une foule de fonctionnaires et de quelques hommes politiques depuis plus de dix ans.

Il ne faut pas s'étonner outre mesure qu'il ait fallu tant de temps pour arriver à ce genre de produit. Le rapport Gray à Ottawa a été le résultat d'un long cheminement amorcé au Bureau fédéral de la Statistique au milieu des années 1950, intensifié par les recommandations de la Commission Gordon, puis réorienté par le rapport Watkins. Cela a pris vingt ans de prises de conscience et de discussions publiques avant qu'Ottawa n'arrive finalement à créer l'an dernier un organisme de tamisage pour les investissements étrangers. Et encore ne sait-on pas bien, encore aujourd'hui, si son rôle sera décoratif ou agressif.

On souhaiterait, cependant, que les Québécois ayant participé ou en tous cas assisté à toutes ces discussions, ne les poursuivent pas à leur tour

pendant vingt ans. Il y a des observations qui ne sont plus à faire, des analyses qui sont complétées. On ne peut poursuivre éternellement l'élaboration pénible de ce qui est devenu évident.

Le dilemme du gouvernement Bourassa est maintenant bien perçu. Ou bien il continue à considérer que l'entrée d'investissements extérieurs doit être considérée dans tous les cas comme un apport excellent. Et alors il gênera, sans l'ombre d'un doute, la mise en place et le fonctionnement des organismes de contrôle qu'Ottawa cherche à mettre en place. Les obscurités juridiques et constitutionnelles sont tellement nombreuses dans ce domaine que les deux gouvernements, s'ils fonctionnent sur des voies différentes, peuvent annuler une bonne part des actions qu'ils poursuivent. La loi fédérale sur les investissements étrangers le reconnaît d'ailleurs explicitement.

Ou bien encore le gouvernement de Québec accepte de collaborer au contrôle au moins de certaines formes d'investissements étrangers et alors petit à petit, entre Ottawa, Toronto et Québec une certaine jurisprudence, des formes d'aide mutuelle, une coordination des mesures peuvent graduellement apparaître.

Il reste, à cet égard, beaucoup de chemin à faire. On n'en veut comme exemple que l'intense circulation actuelle de capitaux étrangers entrant au

Canada à des fins de spéculation immobilière. D'une façon générale, l'économie canadienne dispose de tous les capitaux nécessaires pour les investissements de caractère immobilier. Un afflux de capitaux extérieurs ne fait qu'accélérer la spéculation, sans jamais créer un pouce carré de terrain additionnel. C'est l'investissement étranger le plus stérile qui soit, et le plus susceptible de provoquer des hausses de prix.

La loi fédérale telle qu'elle est actuellement rédigée ne permet pas de bloquer la majeure partie de ces transferts de fonds. Le gouvernement de l'Ontario est alors intervenu parce que c'était finalement à Toronto que la spéculation immobilière était la plus forte. Une loi créant un impôt écrasant sur ce type de gain de capitaux a donné des résultats spectaculaires. Avec la conséquence cependant que des masses d'argent de toutes origines mais où l'on retrouve beaucoup de capitaux allemands et japonais, déferlent actuellement sur le Québec. À Montréal mais aussi dans les régions rurales avoisinantes les transferts de propriété à des prix de plus en plus élevés se multiplient.

Le Québec va-t-il bouger? On n'en sait rien encore.

La question, en somme, n'est pas de savoir si le Québec est capable de produire de bons rapports (en cinq ou six versions). Bien sûr qu'il l'est! Elle est de savoir si, après vingt ans de discussions, il est prêt à agir.

Jacques Parizeau

vous avez la parole

L'intégration des immigrants

Nous voulons bâtir avec vous le pays du Québec

Il est très difficile de s'intégrer au Québec! Il existe un marché de l'immigrant qui profite exclusivement aux grosses compagnies, aux hôtels et restaurants! Le ministère de l'immigration du Canada fait-il tout ce qui est en son pouvoir pour aider les nouveaux venus?

Étant moi-même immigrant et dans une confortable position, j'ai eu l'occasion de connaître d'autres personnes dont la situation sociale actuelle a attiré ma curiosité.

Un médecin d'un pays de l'est, diplômé d'une grande université, possédant quinze ans de pratique, arrivé au Québec en plein hiver avec sa femme, ses enfants, deux valises et des vêtements d'été: Aucune possibilité ne lui est offerte malgré les promesses et les encouragements de l'Ambassade du Canada à Tunis. Après s'être démené pendant deux mois, il se résigne à accepter le cours "d'anglais". Je l'ai vu au mois de mai, durant la migration des Mon-

tréalais, descendre dans la rue à la recherche de vieilles chaises car, jusqu'à date, chez lui on s'asseyait sur des caisses. Pour lui et sa femme, une seule solution: végéter ici, faire n'importe quoi afin d'amasser la somme nécessaire à l'achat de son examen et de son droit de pratique.

Un sociologue français, travaillant comme bus-boy afin de nourrir sa femme et son jeune bébé. Pour lui, les espoirs de travail sont minimes.

Une psychologue et une sociologue chiliennes, femmes de chambre de six à onze heures le soir à l'hôtel Champlain, et toujours après le fameux cours d'anglais.

Un ingénieur espagnol travaillant après son cours d'anglais au ramassage des vidanges.

Un dentiste péruvien faisant de l'assurance-vie après son cours d'anglais, etc...

Je pourrais encore en citer des dizaines. Vous me direz qu'il n'y a pas de sottises. Mais enfin! Que de potentiels inexploités. Je vous épargnerai mon cas personnel qui fut et est encore une grande désillusion.

Et voici ce que l'on nous raconte au ministère de l'Immigration du Canada, lieu de rencontre par excellence de toute cette faune cosmopolite et sans illusions. "Il n'y a rien pour l'instant. Revenez dans huit jours. Aujourd'hui, je vais vous donner un chèque de \$35.00. Nous allons essayer de vous faire obtenir un cours d'anglais qui vous permettra de passer quatre mois sans soucis (\$55.00 par semaine)." Si vous avez le malheur de dire: "Et après!" on fronce les sourcils et l'on vous dit: "Il faudra vous débrouiller."

Très encourageant, n'est-ce pas?

Nous ne sommes pas venus sur cette terre au titre de colonisateurs et encore moins pour faire fortune. Je pense que ce temps est révolu. Nous espérons simplement travailler pour s'intégrer et vivre enfin une existence propre, qui pour différentes raisons, nous a été refusée dans nos pays respectifs. Nous sommes francophones et au Québec. Nous n'avons rien à faire de ces cours d'anglais, qui sont d'ailleurs donnés d'une façon plus que douteuse. Nous voulons travailler, participer activement à l'évolution de ce beau pays qu'est le Québec.

Marc Nolin Québec

Didier Monié-Montrevel Montréal

Le musée du Capitaine Gagné dans une cave et des greniers

Au cours d'une tournée de trois jours au début de juillet qui m'a amené au Lac St-Jean, Saguenay et Charlevoix, avec un confrère français auquel j'étais fier de montrer mon pays, nous nous sommes arrêtés au Musée Laure Conan, que j'avais visité il y a cinq ans déjà avec un groupe d'étudiants.

Quelle ne fut pas ma surprise de revoir le Capitaine Gagné, non plus dans la coquette maison où se trouvait le musée il y a cinq ans juste en face du quai de Murray Bay, mais dans une cave et des greniers, M. Gagné ayant été obligé de vendre sa première maison.

À 74 ans, il se retrouve avec son musée, riche et patiemment monté par lui-même dans un endroit où il ne peut recevoir de visiteurs; il se retrouve aussi aux prises avec un gouvernement québécois de sourds qui n'entend rien à ses appels et qui offrira, au prochain Hilton venu, le riche crédit de nos affaires à nous.

J'étais honteux et gêné devant mon confrère de France. J'ai promis au Capitaine Gagné d'écrire ce que je ressentais et je m'adresse au JOUR pour amplifier sa voix et la mienne.

M. le ministre des Affaires culturelles, Hardi! Réveillez-vous! Sortez, si vous en êtes capable, de votre somnolence de l'Assemblée nationale et occupez-vous de nos richesses historiques québécoises.

Michel Legendre Cap Rouge



À la Super Franco Fête Comment le Québec a été humilié par le Canada à la face du monde entier

Après des mois de préparation et de publicité interminable, voilà arrivé, enfin, la "Super Franco Fête". Et le jour de son inauguration, le 13 août 1974, j'étais parmi les quelques milliers de curieux qui ont eu le plaisir d'assister à la cérémonie dite de l'inauguration. En voici mes quelques observations à propos de cette "Super Franco Fête".

—La Super Franco Fête n'est-elle pas une réplique des Jeux du Commonwealth, avec une légère différence qui existe entre l'esprit purement "sportif" des Jeux du Commonwealth et le caractère dit "culturel" de la Super Franco Fête? Et lorsque M. Trudeau, dans son discours de l'inauguration, a fait l'éloge du génie de la langue française et son influence sur plus de 200 millions de gens à travers le monde, l'observateur chatouillé que je suis pose aussitôt la question: ou bien qu'il fait le jeu du "colonialisme français", ou bien qu'il se moque de la "renaissance de la culture nationale" des pays et des peuples ex-colonies françaises?

—Lors de la présentation des délégations des pays qui participent à la Fête et à travers leurs hymnes nationaux, on est profondément choqué de voir jusqu'à quel point le

Québec est totalement ridiculisé devant le Canada. On a même l'impression que le Québec n'existe même pas. Puisqu'après avoir présenté le Canada comme pays membre de la Fête, on a hissé le drapeau du Québec tout en faisant sonner Ô Canada, hymne national du Canada. Une "loufoquerie" qui donne aux gens avertis l'occasion de se tordre de rire.

Pour combler cette "loufoquerie", les discours, qui se prononcent pour ne rien dire, de MM. Bourassa et de Gilles Lamontagne, ont donné aux gens l'impression que le Québec et la ville de Québec ont encore les dirigeants qu'ils méritent.

Lors du défilé des délégations sur la Grande Allée, on observe les faits, avec une "tristesse gênante" pour le Québec et les Québécois, en constatant que, pendant que les autres délégations des pays de l'Asie et de l'Afrique ont démontré, à leur manière, ce que sont vraiment leurs "cultures nationales" (à travers leurs chants, leurs danses, etc...), la délégation québécoise ne sait plus faire que de filer en douce et devant les regards curieux des gens.

Toutefois, si on se donne la peine, tant soit peu, pour observer le fait, on arrive à dévoiler un "dilemme" qui plane lourdement sur elle, à savoir: Si elle démontre qu'elle est avant tout "canadienne d'expression française", la délégation québécoise a automatiquement l'impossibilité de démontrer le caractère "national" d'un pays et d'un peuple (c'est-à-dire le Québec et les Québécois). Mais, par contre, si elle démontre le caractère "national" du Québec et des Québécois, elle risque fort de faire le jeu de l'Indépendance du Québec et des Québécois indépendantistes. Et c'est, justement, à cause de ce dilemme que, lors du défilé sur la Grande Allée, la délégation dite "québécoise" était sans aucun doute la moins "démonstrative", nationalement et culturellement parlant, à côté des autres délégations des pays de l'Asie et d'Afrique. À ce compte-là, doit-on être fier du Québec et des Québécois ou ne vaut-il pas mieux de méditer sur le caractère "colonial" qui plane constamment sur leur destin?

Reste, la population québécoise, toujours "adolescente" et des "héros de gradin" comme elle est par-

tout, elle passe son temps à "applaudir" tout le monde et n'importe qui. Non pas seulement les délégations des pays qui participent à la Fête mais aussi bien les discours vides de sens de MM. Trudeau, Bourassa et Gilles Lamontagne que les "hués" et les chahuts "enfantins des "péquistes" devant ces personnalités.

Si la Super Franco Fête permet au Québec et aux Québécois de s'affirmer et de s'identifier, cela vaut la peine d'y penser. Mais comme ils sont constamment sous l'ombre d'un Canada semi-colonisateur et surtout qui l'empêche constamment de s'affirmer et de s'identifier, la Super Franco Fête, en plus d'être une manifestation à la gloire des dernières d'un empire colonial (français) en désintégration et maladroitement cachée sous le voile de la "Francophonie" et de la "culture", elle n'est ni plus ni moins d'une "Fête de la Bêtise". Et l'absence du Vietnam du Nord, la Guinée et l'Algérie, trois pays ex-colonies françaises qui sont devenus "indépendants" par une manière autre que la "fausse décolonisation", en dit également très long sur ses "bêtises" comme son caractère faussement "fraternel" entre les pays et les peuples unis par le lien de la langue et de la culture.

Nguyen Trung Viet Québec

Le pouvoir et la raison politique

À l'heure de ses funérailles, quand tombent les masques et se montrent les visages à découvert, nous rassemblons en un sinistre cortège d'ombres les fantômes dissous des maîtres et des dictateurs.

La sagesse populaire admet que le Pouvoir use, détruit moralement, pourrit celui qui l'exerce. Pieuse réflexion destinée à excuser les grands hommes de ce monde et à excuser la plus noire des fantaisies naturelles de l'homme: celle de dominer son prochain, de l'asservir, celle de se diviser, celle de modeler les autres à sa propre image et ses ressemblances.

Avec la démission de Nixon, nous avons assisté à la dégradation du Pouvoir et des "Vertus politiques". Pour justifier la liquidation de Nixon, la démocratie américaine n'avance pas — comme lorsqu'il liquida le terrorisme — des arguments d'ordre moral, mais d'ordre économique et politique. À jamais l'histoire de la Justice et de la Liberté aura triomphé sur la Raison Politique et le Pouvoir. Notre démocratie, dirons-nous aux autres et à nous-mêmes, a vaincu les tricheries et les corruptions politiques. Cette réalité de la Raison politique est l'usurpation du Pouvoir par le Pouvoir. Nixon n'a fait que créer l'illusion que la Liberté et la Justice a eu raison du Pouvoir. La Raison Politique autorise toutes les tricheries, même celle de la liberté.

Au nom de la Liberté, et surtout en son nom, notre démocratie proclame en acceptant la démission de Nixon que la Raison Politique a vaincu le Pouvoir. Rien de plus faux. Le Pouvoir et la Raison Politique ne peuvent se séparer l'un de l'autre. L'un sans l'autre il ne peut y avoir de tricherie, de corruption, et principalement, d'usurpation.

Normand Corriveau Ville de Laval.

vous avez la parole

LE JOUR est votre journal. Écrivez-nous sur tous les sujets qui vous intéressent. À la machine à écrire de préférence. De cent à deux cents mots (1 à 2 pages). Pas plus. Histoire de donner une chance à toute le monde. Merci. Adressez vous lettres: Vous avez la parole, Journal LE JOUR, 387 boul. Lebeau, Montréal 379.

Les manuscrits ne seront pas rendus.

Au pays du français langue officielle!

"SAVE qui peut!"

Envoi de Jean-Marie Brière Mont-Laurier



SAVE 50¢

We'll send you 50¢ just for trying Formula 211 Calgonite.

Just cut off the label portion that says "Pull Spout Gently". Send it to us with this coupon, and we'll send you 50¢. Be sure to fill in reverse side before mailing.

le fond des choses

Maintenant que la Fête est finie (2)

Face aux manoeuvres d'Ottawa, le Québec perd petit à petit tout le terrain conquis

Le seul "gouvernement participant" de l'Agence de coopération culturelle et technique est le Québec. (1) Mais depuis les débuts de cette Agence, le Canada s'acharne à vouloir démontrer que le Québec n'est qu'une province comme les autres et que son statut est sans signification.

Le jour de l'ouverture de la Super Franco Fête, on a pu constater clairement que le Canada n'entend aucunement donner au Québec le crédit de ce qu'il a gagné sur le plan international. Devant le Parlement, pour les cérémonies d'ouverture, les drapeaux du Manitoba, du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario flottaient entre celui du Canada et celui du Québec. Tout au long du Festival, les délégués du Canada ont porté des gilets marqués au nom de leur province respective, le Nouveau-Brunswick et de l'Ontario

Le "pays souverain", c'est-à-dire le Canada, s'est fait tirer l'oreille jusqu'à 15 jours avant la rencontre suivante, qui se tenait en 1971 à Ottawa. Entretemps, un secrétariat constitutif de l'Agence avait été créé et le Québec en faisait partie.

Le Canada a donc accepté que le Québec soit un gouvernement participant. Dans un protocole d'entente, signé avec "la belle province", on établissait que le Québec occuperait à l'Agence "le deuxième poste". Ce qui dans l'esprit du Canada voulait

avait recrutés pour représenter son drapeau. Hués par la foule le premier jour du festival, ces jeunes n'ont pas compris et les larmes d'une de ces délégués ont fait les manchettes de certains journaux. Ils sont, eux, francophones mais ils vivent dans des provinces qui le sont si peu: ils sont environ 8 p. 100 de la population en Ontario, 40 p. 100 environ au Nouveau-Brunswick et 4 p. 100 au Manitoba. À eux seuls, ils n'arrivent certainement pas à faire du Canada un pays francophone si le Québec, lui, n'y réussit pas!

se lève avec les autres au son du "Ô Canada". N'eût été la soudaine paralysie des doigts du chargé de drapeau, le Québec aurait effectivement été noyé dans l'anonymat canadien.

Et les autres pays?

Quant aux pays membres de l'Agence, il ne s'est élevé aucune protestation de leur part non plus. Le feront-ils plus tard lors de la réunion générale des ministres des Affaires extérieures en 1975. Cela serait étonnant.

Si l'on ne considère que les pays membres qui forment le secrétariat général de l'Agence de coopération, il faut bien admettre qu'ils ne sont pas dans une position politique telle qu'ils pourraient oser protester contre les gestes posés par le Canada avant et pendant le Festival de la jeunesse.

La Belgique a une politique unitaire, elle n'ira certainement pas attiser le feu qui couve entre le Canada et une de ses provinces. La France tente actuellement de réparer ce qu'elle considère être des erreurs de la part du Général de Gaulle dans ses relations avec le Canada; même si elle a défendu le statut particulier du Québec au sein de l'Agence en 1970, elle n'irait pas contre le Canada dans l'état actuel de ses relations extérieures.

La Tunisie se désintéresse passablement de ce genre de problème. Le Canada... ne protesterait pas contre lui-même et le Niger tente par tous les moyens possibles de conserver son rôle d'arbitre entre les pays-membres, ce qui ne le place évidemment pas en situation de protestation contre les actes du Canada.

De plus, il est bien clair qu'aucun des pays africains ne pourrait risquer un incident diplomatique avec le Canada qui les gâche d'argent et d'aide sous toutes les formes imaginables. Il ne serait pas dans l'intérêt du développement de leurs pays qu'ils se cabrent contre le pays généreux. Il ne reste plus que de petits pays comme le Luxembourg et Monaco qui n'ont aucun intérêt à se mêler de ces histoires et les pays du Moyen-Orient qui ont aussi besoin d'une puissance comme celle qu'est le Canada sur le plan international.

Un Québec démissionnaire

Le Québec est donc seul et tant qu'il maintiendra une attitude défai-

tiste comme celle qu'il a actuellement, il n'obtiendra plus rien sur le plan international. Il y a même danger qu'il perde petit à petit ce qu'il

Paule
Beaugrand-
Champagne



les attributs de "gouvernements participants", privilège qu'elles n'ont jamais réclamé et qu'elles ne sont probablement même pas intéressées à



Photo Michel Giroux

À la Fête, les délégués des trois provinces francophones de service se tenaient constamment ensemble, ceux du Nouveau-Brunswick poussant l'incongruité jusqu'à arborer un magnifique "New-Brunswick" sur leurs gilets!...

congruité, dans cette fête de la francophonie, jusqu'à s'appeler "New-Brunswick".

Un incident significatif

N'eût été l'incident du drapeau québécois, qui s'est élevé après les quatre autres, se faisant ainsi remarquer, le Québec eût passé pour "une province comme les autres" ayant simplement l'insigne honneur de recevoir 25 pays sur son sol et en sa capitale. La majorité des jeunes délégués n'y auraient vu que du feu. L'incident dit "du drapeau" leur a ouvert les yeux, les a amenés à poser des questions, à découvrir le problème politique du Québec et, généralement, à appuyer dans son aspect revendicatif.

Le problème n'est pas d'aujourd'hui. En 1969, lors d'une première rencontre entre les pays fondateurs, le Québec faisait partie de la délégation du Canada. Lors de la rencontre constitutive de l'année suivante, le Québec était encore représenté à l'intérieur de la délégation canadienne et des fonctionnaires des trois autres provinces avaient été conviés par le Canada à faire de même. Dehors, cinq drapeaux flottaient à la brise africaine pour marquer la présence de ce pays compliqué.

Une interprétation divergente

C'est à cette deuxième rencontre que la question s'est posée: quel statut pouvait-on donner au Québec qui

dire un "poste suppléant" alors que le Québec l'a appliqué dans les faits comme étant le deuxième poste officiel à la table des nations francophones.

Cette interprétation divergente d'un même texte par le Canada et le Québec ne devait pas être la seule. L'article 7 de la charte de l'Agence devait établir qu'un "gouvernement participant" est un membre de l'Agence comme les autres; le Canada n'a jamais voulu le reconnaître dans les faits estimant que le texte n'est pas si clair.

Rien n'est prévu

De plus, un autre article de la charte de l'Agence établit que le pays souverain et le gouvernement participant doivent régler entre eux leurs problèmes et que toute question imprévue à l'entente qui les lie se réglerait par le protocole en place à Niamey en 1970.

Or, rien n'est prévu à l'entente Canada-Québec concernant les drapeaux et à Niamey en 1970, le Canada avait fait flotter les drapeaux de ses trois provinces dites francophones! Il se sent donc autorisé à continuer d'agir ainsi. Le Québec, par ailleurs, s'est affaibli progressivement dans la défense de ses intérêts internationaux et plie volontiers l'échine devant les gestes que pose le Canada.

Lors de ce premier Festival de la jeunesse francophone, il y avait des Québécois dans la délégation du Canada et il y avait celle du Québec en plus. Mais le Canada pouvait difficilement agir autrement: s'il n'avait recruté que hors Québec, il aurait

Des protestations?

L'attitude du Canada dans cette Agence de coopération est inacceptable: absolument rien ne l'autorise à exhiber ses trois provinces de service qui ne sont même pas membres de l'Agence et qui ne paient rien pour participer à ses activités.

Face au Québec et à la place qu'il occupe à l'Agence, c'est indéfendable. Déjà le Québec contribue au budget de l'Agence pour 3 p. 100 de ses 6 millions de francs français, ce qui est plus que les pays africains qui contribuent pour moins de un pour cent chacun. Les trois provinces devraient donc réclamer de devenir membres de l'Agence à titre de "gouvernements participants". Mais elles ne sont pas tellement intéressées à le demander et cela ferait trop bien l'affaire du Québec pour que le Canada y consente.

Le Québec ne serait en effet plus le seul "gouvernement participant" de cette Agence, sa situation serait plus claire et il serait vraiment membre à part entière de l'organisme international.

Comment se fait-il que nul n'ait protesté contre l'attitude du Canada? Le Québec lui-même est resté coi. Probablement parce qu'il ne veut pas se mettre les autres provinces à dos au cas où dans d'autres domaines, des alliances seraient possibles. Et puis, admettons-le le Québec est devenu peureux: il craint tout geste d'autonomie trop important.

Un Québec anonyme

Ainsi, dans la nuit qui a précédé la journée d'ouverture de la Super Franco Fête, des négociations canado-québécoises se sont poursuivies jusqu'aux lueurs de l'aube quant au protocole qui serait suivi lors de la cérémonie officielle. Comment les drapeaux seraient-ils présentés? Telle était la grave question que cette "nuit des longs couteaux" devait régler, pour utiliser une expression chère à Yves Michaud.

On dit dans les milieux près du pouvoir qu'à un moment de cette longue nuit, Gérard-D. Lévesque, ministre des Affaires intergouvernementales, se serait même exclamé dans un soupir d'exaspération: "Mais vous voulez noyer le Québec dans l'anonymat canadien!" Cette apostrophe à l'endroit du négociateur canadien devait cependant s'en tenir là. Quelques heures plus tard, le Québec se rendait aux exigences du Canada et acceptait que son drapeau

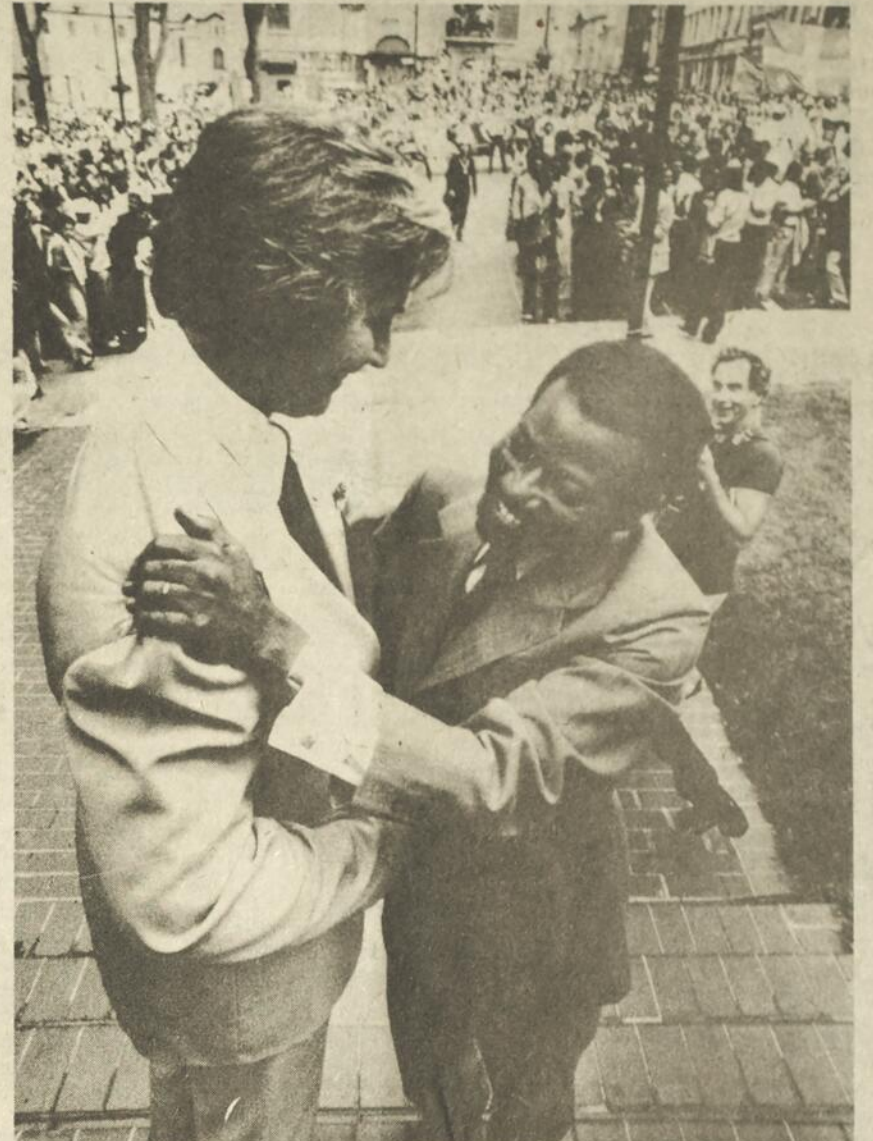


Photo Michel Giroux

Le président du Festival, Me Richard Drouin, et le secrétaire-général de l'Agence, M. Dankoulodo Dan Dicko, se félicitent mutuellement du succès de ce premier Festival de la jeunesse francophone. Les incidents politiques étaient effacés et c'est au Québec seulement que M. Dan Dicko a adressé des félicitations et des remerciements lors de la cérémonie de clôture.

avait gagné en 1970 et 1971 avec l'Agence.

Finalement, quand on considère toute la question des positions du Canada et du Québec au sein de l'Agence de coopération, force nous est de constater que c'est le Canada et non le Québec, qui fait une "querelle de drapeaux". C'est lui qui impose ceux de trois provinces qui ne sont pas membres de l'Agence et qui, ainsi, leur donne dans les faits tous

obtenir. On dit même qu'elles sont plutôt "ennuyées" de l'utilisation que fait le Canada de leur drapeau respectif, mais elles ne plus ne sont pas en position de protester...

(1) 24 pays sont des États membres, le Laos est un État associé et le Québec est un gouvernement participant, au sein de l'Agence de coopération culturelle et technique.

Louis
O'Neill



"Prenez une grande carte de votre pays et déployez-la sur une table suffisamment large. Prenez un crayon gras et tracez des points noirs à l'endroit de tous les chefs-lieux de province, de tous les noeuds ferroviaires, de tous les centres de transbordement, là où prend fin le rail et où commence la voie d'eau, là où le fleuve incurve son cours et où commence le trajet à pied. Comment? Toute la carte est souillée par un essaim de mouches infectieuses? Non, vous avez tout simplement sous les yeux la carte grandiose des ports de l'Archipel."

(Soljénitsyne)

L'Archipel du Goulag (1) est un dossier lourd, accablant. C'est l'inventaire du coût humain astronomique d'une révolution détournée de ses fins et pervertie en escroquerie politique, l'évaluation d'un projet socialiste déformé par ceux-là mêmes qui, à l'origine, lui avaient consacré le meilleur de leurs énergies.

Soljénitsyne n'est ni sociologue ni politologue. Il ne construit pas de théorie. Il est un homme de lettres. Il se contente de décrire la vie quotidienne des victimes du système concentrationnaire. Il dessine un immense portrait où s'étalent en surface les mille visages de la stupidité, de la brutalité, du sadisme et de la lâcheté. Il décrit le flot d'horreurs qui a entraîné vers la prison, les tortures, la dégradation et la mort des millions et des millions d'hommes. Parmi eux, un grand nombre dont le concours était indispensable à la réussite de l'immense entreprise ébauchée par Lénine.

La révolution pervertie

Soljénitsyne, a-t-on dit, ne fait que rabâcher du déjà connu, car ce qu'il dénonce, c'est le stalinisme, et cela Khrouchtchev l'avait fait en 1956. Voilà qui est trop vite conclu. Un socialiste honnête ne peut se satisfaire de cette explication trop simple qui faisait bien l'affaire de Khrouchtchev. Car cela évitait qu'on l'interroge, lui, sur ce qu'il faisait, omettait de faire ou tolérait en ces années d'oppression. Les esprits sérieux, à l'exemple de Gilles Martinet (2), estiment qu'il faut pousser plus loin l'exploration. Il faut savoir pourquoi les choses ont mal tourné. Pourquoi une entreprise vouée à la libération du prolétariat a abouti à l'écrasement de millions de prolétaires. Pourquoi non seulement on n'a pas assisté à la disparition du salariat mais qu'on a vu au contraire surgir une nouvelle classe d'exploités, ces millions de prisonniers de toutes provenances et de tous métiers dont le travail forcé et gratuit a grossi l'accumulation socialiste primitive. Pourquoi on a été témoin de la création de la forme la plus odieuse des plus-values, celle qui résulte du labeur des esclaves. Pourquoi on arrêtait les gens non parce qu'ils avaient commis un quelconque délit, mais parce que les camps de travail manquaient de main-d'oeuvre et qu'il fallait en recruter, quitte à trouver à posteriori un délit qui justifiait l'arrestation. Pourquoi, au lieu de s'acheminer vers la disparition des classes, on a vu émerger une nouvelle classe dominante, nantie de privilèges exorbitants et où des profiteurs sans scrupule se sont infiltrés en nombre croissant. Pourquoi le socialisme dit scientifique s'est dégradé en dogmatisme borné, en contradiction complète avec les thèses de Marx et de Lénine. Pourquoi on est passé de l'originelle aspiration à la liberté à une dépravation morale et une déshumanisation où l'idée même de liberté et le goût de vivre en homme libre ont disparu de l'esprit et du coeur de millions d'êtres hu-

mans. Pourquoi un tel coût humain pour aboutir à une croissance économique, qui, tout compte fait, n'a rien de spectaculaire?

L'auteur de l'Archipel du Goulag nous oblige à ne pas escamoter ces questions gênantes. Il nous presse de ne pas détourner la tête pour éviter d'apercevoir les centaines (peut-être les milliers) de petits points noirs qui, "tel un essaim de mouches infectieuses", déparent, aujourd'hui encore semble-t-il, la carte de l'URSS. Ne pas détourner la tête, surtout si on mijote en soi quelque grand projet socialiste. Car le véritable socialisme vaut avant tout par ses finalités et son contenu humain. L'amputer de cette dimension, c'est le pervertir. Soljénitsyne nous révèle que des hommes, prétextant la justice, ont commis cette perversion et corrompu le socialisme. Il faut se demander comment cela a pu se produire.

Ne pas détourner la tête non plus, même si on est un dévotieux capitaliste. À l'ère de l'occuménisme politique, la tentation est grande, imitant en cela le prêtre et le lévite de l'Évangile, de ne pas voir le blessé tombé le long du chemin, victime des truands. Messieurs Nixon et Trudeau s'en sont allés un jour en URSS. Ils furent ébahis, dit-on, par les réalisations techniques des Soviétiques. Ni l'un ni l'autre n'ont fait mention des petits points noirs, qui "tel un essaim de mouches infectieuses", déshonorent le paysage soviétique. Étaient-ils des ignorants de bonne foi ou ont-ils détourné la tête volontairement?

(1) Soljénitsyne, A. L'Archipel du GOULAG, (T.1) Paris, Ed. du Seuil, 1974

(2) Voir Martinet Gilles, Les cinq communismes, Coll. Politique, Paris, Ed. du Seuil, 1971. (Pour l'évaluation du socialisme soviétique, voir p. 10-101)

TEL: 879-6924

LE SOLEIL DE COLOMBIE
B.C.'s Only French Language Newspaper

3213 CAMBIE STREET
VANCOUVER, B.C. V5Z 2W3

ANDRÉ PIOLAT
Directeur

La francophonie des autres provinces du Canada c'est aussi cela...
qui se passe de commentaire.

réclamait d'être reconnu comme membre particulier de la francophonie? La France devait plaider pour nous et c'est elle qui a proposé qu'on nous donne le statut de "gouvernement participant" intégré aux institutions, aux activités et aux programmes de l'Agence, à la condition que le "pays souverain" donne son accord.

prouvé que celui-ci est vraiment à part; sa seule façon de sauver la face sur le plan international était de tenter de prouver qu'il y a des francophones dans d'autres provinces que le Québec.

C'est pourquoi on a parlé d'"otages" en la personne des jeunes du Manitoba, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick que le Canada

La Super Franco Fête... FIN

Au-delà de la séduction

Les Africains restent des inconnus

par Gisèle Tremblay

Au soir du dernier jour, au milieu du dernier spectacle, Michel Séguin s'est mis à chanter les pays participants, en les appelant un à un, par ordre alphabétique. Et la foule répondait à chacun: "Oui!" Et le refrain reprenant en sourdine: "Franco-phonie, ça c'est le fun!"

De l'Afrique, dont ils ignoraient tout, les Québécois reçoivent maintenant des noms qui chantent à l'oreille: Burundi, Ruanda, Madagascar, Sénégal, Niger... À l'appel de ces noms, se reforment des images de corps qui dansent, de sourires qui luisent dans le noir, de couleurs qui ensolent les places, de mains qui battent la mesure des cœurs.

Car le premier Festival international de la jeunesse francophone aura été l'histoire d'un coup de foudre entre les Africains et les Québécois. Ce fut tout de suite la séduction, la découverte d'un don commun pour la fête, le mariage des tempéraments. Et pour certains, la révélation de l'Afrique dans le rapprochement avec l'un de ses fils ou de ses filles.

La Société d'accueil avait misé sur le nombre et elle a parfaitement atteint son objectif: elle a présenté, en douze jours, 692 activités différentes dans une quinzaine de lieux différents; 560,000 personnes ont assisté aux seuls spectacles (sans compter les compétitions sportives). La fête était partout à la fois et elle a touché tout le monde.

Le Togo, connais pas

Pourtant, une fois éteints les feux de la fête, on songe à ce qui aurait pu être. Et au-delà de l'éclat du premier contact, subsiste une frustration: ce festival n'avait pas été conçu pour les échanges. Aurait-on cherché, même, à en tromper le besoin, qu'on n'aurait guère agi autrement.

Plusieurs délégations, dont celles du Cameroun, du Tchad et de la Côte d'Ivoire, se sont plaintes ouvertement d'avoir, pour toute évocation de leur présence, à peine le nom de leurs pays dans les journaux.

Et il est vrai que la Société d'accueil, dont le travail a été par ailleurs remarquable, n'avait rien prévu pour provoquer des rencontres entre délégués et journalistes. Ce fut là une déception commune. Les journalistes, déjà débordés par les spectacles dont ils n'arrivaient à rendre compte qu'en partie, n'avaient de temps ni pour faire de la recherche sur chacun des pays, ni pour se mettre à la recherche des délégations qui étaient partout sauf à leurs résidences, pendant le jour.

La documentation de presse, abondance pour chaque type d'activité au programme, était fort discrète quant aux pays participants. Tenaient lieu d'information, des fiches signalétiques où on trouvait, pour chaque pays, la superficie, la population, la composition ethnique, les

principales ressources... sans explications.

Qui sait aujourd'hui, malgré le Festival, ce qu'est le Togo? Même les noms plus connus restent empreints de mystère. Que sait-on, par exemple, des mouvements d'africanisation qui feront un jour du français, dans la plupart des pays africains, un souvenir colonial? La francophonie a une population de 200 millions.

Saint-on que le Niger prépare une réforme de l'éducation qui fera du haoussa la langue d'enseignement? Sait-on que le bambara, parlé principalement au Mali était autrefois la langue de 50 millions de personnes?

La méprise

Il faut exonérer la Société d'accueil. Sans elle, le Festival n'aurait pas connu pareil succès. Quand on songe aux grenouillages politiques qui ont sans cesse émané de l'Agence francophone ou de ses États membres, on est reconnaissant que l'organisation de la fête ait été confiée à un organisme autonome.

La Société d'accueil a démontré son efficacité et a su préserver, dans ses bulletins et son journal quotidien comme dans ses conférences de presse, sa totale indépendance d'esprit et son attachement à la liberté d'expression qui a tant étonné les Africains. Le

Festival aura été celui des Québécois de la Société d'accueil.

Mais la Société d'accueil avait-elle d'autre choix que d'organiser une fête pure et simple?

On a généralement sous-estimé, ici, l'importance de cette rencontre pour les États africains. C'était là une occasion d'exercer leur souveraineté. Ils ont délégué de hauts fonctionnaires, porteurs d'un message à transmettre à la population du Québec; et ces hauts fonctionnaires ont, au retour, des comptes à rendre.

Dans ce contexte, l'affaire du Dahomey prend un sens. Le chef de la délégation a peut-être délibérément politisé l'accrochage technique qui reportait la pièce de son pays en fin de programme. En tout cas, cette pièce a fait parler d'elle davantage en ne passant pas une seconde fois, qu'après sa première représentation. Quelqu'un a-t-il lu, dans les journaux, un compte rendu de "Houenoussou" ou "Il est temps", le 17 août?

Il faut comprendre les délégations africaines. La participation au Festival a souvent été préparée de longue date. Comment expliquer qu'on ne puisse rapporter des coupures de presse, quand l'arrivée de trois coopérants québécois fait parfois la manchette là-bas?

Mais les Africains ont été, au chapitre des échanges, plus chanceux que les Québécois.

Il y avait, à l'intention des délégués des ateliers de familiarisation sur tous les sujets de la vie québécoise et on a organisé, en outre, des séjours dans des familles.

Le choc des cultures

Mais les Québécois qui hantaient le centre-ville ne les auront pas rencontrés. Hors des spectacles et des visites organisées, ils restaient sur le campus de Laval, près de leurs résidences, et il fallait se rendre au café-terrasse du pavillon Pollack pour trouver à qui parler.

On sait peu de choses, en outre, sur le choc des cultures auquel a donné lieu le Festival. Beaucoup de délégués étaient fort jeunes. Hormis les sportifs, qui voyagent beaucoup pour les compétitions, certains n'étaient jamais sortis de leurs pays, ou même de leurs villages.

Un seul exemple, la nourriture. À la cafétéria du pavillon Pollack, on a mangé pour deux fois le nombre de délégués. Dans beaucoup de villages, on mange au plat commun. L'abondance et la variété de la nourriture a donné lieu à une cinquantaine d'indigestions.

Il y a eu deux rapatriements pour "choc culturel" et "effets psychologiques de l'arrivée en Amérique". Et Le Soleil annonçait même, il y a quelques jours, des internements.

C'est de tout cela que les journaux auraient dû parler, au-delà des spectacles. Les Africains restent, après coup, des inconnus. Mais peut-être, de la fête, restera-t-il qu'ils ne soient plus méconnus, et le goût de les connaître.



Photos Michel Giroux

Le porteur de gargoulettes n'était peut-être pas un "jeune" en âge, mais il l'était de cœur et d'enthousiasme. Il a remporté un franc succès jusqu'au cours du défilé de clôture dans les rues de Québec.

Pour les maniaques, un court bilan

Québec ne sera jamais plus la même

par Paule Beaugrand-Champagne

La ville de Québec ne sera jamais plus la même. Pendant presque deux semaines, elle a vécu une fête tellement totale, tellement réussie, qu'à l'appel des tam-tams et des chansons qui s'infiltraient par les fenêtres de ses maisons et de ses édifices à bureaux, sa population n'a pas pu résister et est descendue dans la rue.

Pour tous ceux qui ont vécu cet événement sans précédent qu'a été la Super Franco Fête, c'était pure merveille de voir sur les Plaines d'Abraham et dans les rues du quartier de la Grande-Allée, ces "fêtards" qui n'étaient autres que des familles entières, des personnes âgées aux cheveux grisonnants si différentes de ces milliers de jeunes en jeans, et des fonctionnaires en rupture de

travail pour quelques heures.

Dans les jardins Grande-Allée, chaque midi, les fonctionnaires des fameux "Complexes" du gouvernement, ces mastodontes de béton, trainaient de la patte, n'avaient nullement le goût de reprendre le collier. Dans les fenêtres des édifices à bureaux, secrétaires et fonctionnaires, à l'heure du dîner, étaient assis jambes pendantes battant le rythme des musiques internationales qui se répécuaient sur les murs de la place.

Des enfants étonnés se tournaient vers leurs parents et s'exclamaient: "C'est merveilleux: ils viennent de plusieurs pays et ils parlent tous notre langue!" Des adultes faisaient aussi leurs découvertes. Dans les hôtels et les res-

taurants, les employés habitués à recevoir l'étranger des touristes américains, s'adressaient d'abord en anglais aux Noirs qu'ils devaient servir et n'arrivaient pas à comprendre par quel phénomène ces gens leur répondaient en français, avec un petit accent à la française! Leurs anciens cours de géographie leur traversaient l'esprit à une vitesse folle...

Pour les maniaques...

Il s'est passé tellement de choses pendant ce festival qu'à moins d'y avoir sur place une douzaine de journalistes, il n'était possible à aucun journaliste de rendre compte de toutes les activités. Nous avons dû choisir, en fonction de nos goûts forcément et selon ce qui nous apparaissait le plus spectaculaire.

À part tout ce dont nous avons parlé, plusieurs événements ont attiré des foules de gens. Il est peut-être intéressant, pour quelques maniaques..., de connaître certains bilans établis par la Société d'accueil du festival. Cela donne une idée de l'ampleur du Festival.

Il y avait 1700 délégués participant au Festival. Tous les pays étaient représentés par des dignitaires, à l'exception du Burundi et de Madagascar. Quatre personnes des Îles Seychelles ont assisté aux festi-

val à l'invitation de l'Agence de coopération.

Les épreuves d'athlétisme ont attiré 250 délégués de 23 pays, et 17 parachutistes représentant huit pays ont effectué 256 sauts et ont attiré quelque 30,000 spectateurs. Dix équipes regroupant 92 athlètes de sept pays se sont affrontés lors de 25 rencontres de volley-ball au grand gymnase de l'Université Laval; elles ont attiré en moyenne 1000 spectateurs par jour.

Le Comité de logement, qui employait 13 personnes, 24 heures par jour, pour la durée du Festival, a orienté vers les diverses auberges, maisons de chambres, pensions, etc., quelque 200,000 visiteurs, dont 25,000 vers des établissements à prix modique. Au cours de la fin de semaine du 16 au 18 août, on estime à 300,000 le nombre de personnes venues à Québec pour participer à la Super Franco Fête. De ce nombre, 225,000 ont pu se loger dans la ville et ses alentours, jusqu'à Montmagny et Ste-Anne de Beaupré.

Au plus fort de la fête, la Société d'accueil du Festival comptait plus de 360 employés salariés. Ce nombre ne comprend pas le personnel bénévole supplémentaire de quelque 500 jeunes. Cela représente une masse salariale

d'environ \$50,000 par semaine. À compter d'hier, on prévoyait que 90 personnes travailleraient encore à la Société pour une semaine supplémentaire, environ 35 jusqu'au 15 septembre et une vingtaine jusqu'à la dissolution de la société.

Tout ce monde provenait de plusieurs endroits: 20 étaient prêts par différents ministères québécois, 115 étaient étudiants dont 75 avaient été recrutés au Centre de placement étudiant. Les autres provenaient d'un peu partout; compagnies privées, centres d'animation, enseignants, etc... Selon les chiffres fournis par les responsables de l'accueil du Festival international de la jeunesse, 609 délégués ont pu participer à des rencontres thématiques ayant pour but de faire connaître les principales activités des Québécois. 1,637 autres délégués ont pu profiter d'excursions permettant de découvrir certains sites pittoresques du Québec. Enfin, 1,349 délégués ont pu entrer en contact avec la vie d'une municipalité québécoise, notamment par un séjour d'une journée dans une famille.

Et voilà, la Fête est finie! Notre seul souhait à nous tous qui l'avons vécu, totalement ou en partie seulement, est qu'il nous soit donné de la revivre un jour.



J.-P. LEDUC & CIE
COMPTABLES AGRÉÉS

Jean-Paul Leduc C.A.

Denis Labelle, C.A.

Tél.: 432-4397

384 rue Ste-Anne,
Saint-Jérôme, Québec

**ÉCOLE DE
CONDUITE**



669-4440

BIC RIMOUSKI MONT-JOLI

Les Amis du Jour et ceux qui veulent le devenir sont invités à une réunion très importante. L'on y discutera de l'avenir du quotidien national des Québécois dans la région Bic - St-Fabien, Rimouski, Mont-Joli.

Rendez-vous à:

La Société nationale de l'Est du Québec (SNEQ)
75, boul. Arthur-Buies Ouest
Rimouski, Québec

Mercredi le 28 août 8 heures pm

La grève aura duré 12 heures

Le Soleil paraît ce matin

par Hélène Archambault
de la Presse Canadienne

QUÉBEC — C'est par un vote de 78 pour cent que le syndicat des Journalistes de Québec a décidé de rentrer au travail lundi midi, mettant ainsi fin à une grève de 12 heures au quotidien québécois "Le Soleil".

Abandonnant la bataille syndicale engagée sur le principe du plancher d'emploi, les journalistes ont plutôt accepté la dernière proposition patronale garantissant la sécurité d'emploi aux 107 journalistes et correcteurs d'épreuve ainsi qu'à 40 employés de soutien attachés à la salle de rédaction.

Selon le président du syndicat, M. André Dionne, ce compromis s'explique par la fusion, à la table de négociations, des deux unités représentées par les journalistes et les employés de soutien. "Il ne faut pas oublier, a-t-il dit, que ces derniers en sont à la signature de leur première convention collective de travail et il aurait été dangereux de poursuivre la bataille sur deux plans, sans compro-

mettre la sécurité des employés de soutien.

De toutes façons, a-t-il ajouté, l'entente à laquelle nous sommes arrivés avec Me Jean Beauvais, négociateur patronal, contient suffisamment de garanties sur le plan professionnel pour la qualité de l'information du journal demeure la même".

M. Dionne a d'autre part souligné à l'issue de l'assemblée syndicale de lundi, où les journalistes ont accepté l'entente de principe qui leur a été proposée à la suite d'une intense séance de négociations de 25 heures, que le 15 octobre prochain, quelque 500 employés du Soleil auront à négocier une nouvelle convention collective.

Il s'agit des employés de bureaux, pressiers et photographes, affiliés à la FTQ, pour lesquels la sécurité d'emploi a une importance capitale. "Ils auront l'appui du syndicat des journalistes", a-t-il dit.

C'est donc par 61 voix contre 17 que les journalistes ont accepté le compromis de

la sécurité d'emploi aux dépens de l'idée du plancher d'emploi. Cette décision permet de conserver le nombre, actuel de journalistes, qui est de 98, mais ne garantit pas, advenant d'éventuels départs, que ce nombre sera maintenu.

L'exécutif syndical, au moment du vote de samedi, établissait comme prioritaire, pour garantir la qualité du journal, d'avoir un droit de regard sur le nombre de journalistes et sur la répartition des tâches à la salle de presse. Actuellement, mal-

gré les assurances verbales de M. Jacques Francoeur, nouveau propriétaire du Soleil, selon lesquelles la qualité du contenu rédactionnel serait préservée, il manque une douzaine de journalistes pour rejoindre le nombre fixé par le syndicat, soit environ 105.

La grève du transport en commun à Toronto

L'arbitrage obligatoire pourrait être imposé

TORONTO (PC) — Les parties patronale et syndicale, dans le conflit de la Commission des transports de Toronto, pourraient bien avoir à faire face bientôt à une loi spéciale leur imposant l'arbitrage obligatoire et mettant un terme à l'arrêt de travail qui paralyse depuis deux semaines les transports en commun de la Ville-Reine, privant ainsi quelques 600,000 usagers.

Par ailleurs, dès l'interruption, dimanche soir, des négociations entre la TTC et le Syndicat uni du transport, le

ministre ontarien du travail, M. John Macbeth, a tenté d'obtenir du syndicat qu'il avance la date de la consultation qu'il doit tenir auprès de ses membres sur les dernières offres patronales. Le ministre avait fait cette demande, disait-il, à la demande expresse du premier ministre. Le président du syndicat, M. Léonard Moynehan a déclaré qu'il était impossible de donner suite à cette requête, en raison des délais nécessaires pour réunir les syndiqués.

M. Moynehan a déclaré au cours d'une conférence de presse que le ministre du Travail lui a donné la nette impression que la législature ontarienne pourrait être convoquée d'ici la fin de semaine pour mettre un terme à la grève.

Les syndiqués, qui réclament des augmentations de 36 pour cent réparties sur deux ans, ont reçu de leurs dirigeants, instructions de rejeter les dernières offres patronales.

Berthier

Une nouvelle grève à la Great Lakes

Les 200 travailleurs de la Great Lakes Carbon de Berthier sont à nouveau en grève, quatre mois à peine après être sortis d'un conflit qui avait duré 8 mois.

Huit mois de grève qui se terminèrent en avril dernier par la signature d'une convention collective qui, selon les travailleurs de la Great Lakes, ne serait pas aujourd'hui respectée par la partie patronale.

Ils donnent pour preuve, certains manquements de la compagnie au niveau de la sé-

curité à l'intérieur de l'usine de même que de la négligence en ce qui concerne l'hygiène.

Les travailleurs affirment que le tout a commencé lorsqu'ils ont demandé le renvoi d'un contremaître qui ne respectait pas les normes de sécurité. Pour toute réponse, la compagnie aurait suspendu deux travailleurs. Cela a mis le feu au poudre et les travailleurs ont décidé de sortir. C'était le 16 août dernier et 10 jours plus tard aucune réaction n'avait été enregistrée de part et d'autre, et qui pourrait laisser supposer un règlement prochain.

La Sarre

Médiateur non-officiel chez Howard Bienvenu

Le ministère du Travail a, jeudi dernier, nommé un médiateur pour tenter de régler le conflit en cours depuis bientôt un mois à la scierie Howard Bienvenu de La Sarre. Il s'agit de M. Roger Pilote, de Montréal.

Le médiateur a toutefois fait savoir qu'il n'entreprendrait aucune action avant que les ouvriers soient retournés au travail. On a pour principe, au ministère du Travail, de ne poser aucun geste susceptible d'entériner une grève dite illégale.

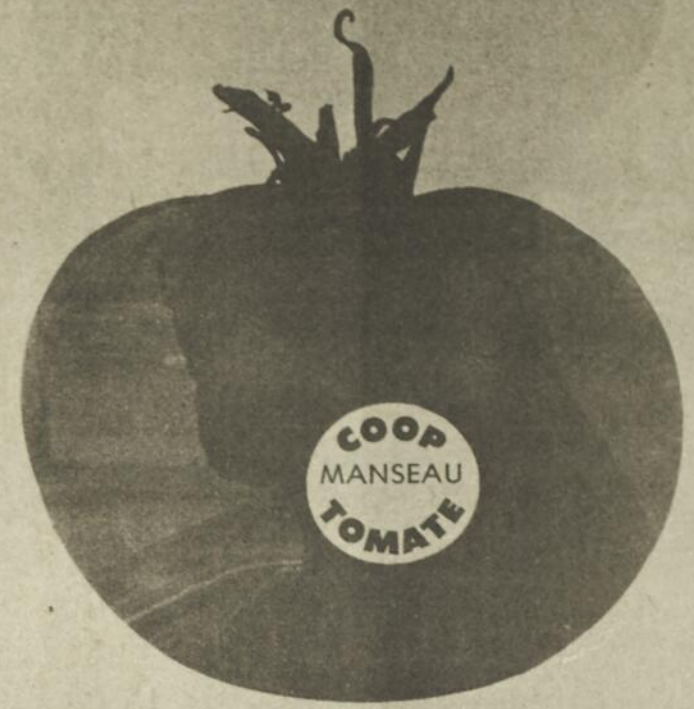
Les syndiqués à l'emploi de la scierie Howard Bienvenu ont débrayé pour protester contre une baisse constante de leur prime à la production. Ils réclament une augmentation horaire de \$1.00 ou une prime

fixée à 30% de leur salaire. Lors d'une assemblée générale tenue vendredi dernier, les travailleurs ont décidé de ne pas se rendre au désir du ministre. Ils continuent leurs "journées d'étude".

Dans les circonstances, il n'y a donc pas de médiateur officiel dans ce conflit. M. Pilote rencontrera quand même l'agent syndical Claude Guimont, à Montréal, demain matin.

Si les parties parviennent à un compromis, l'espoir est mince, les grévistes demandent que la médiation se fasse à La Sarre même. M. Pilote n'est pas opposé à l'idée.

C'est pas avec Rockefeller qu'on va bâtir le Québec



La première tomate de Manseau a mûri dans les serres de la Coop tomate, mardi, le 7 mai 1974 à 15.45 heures

Manseau

La construction d'une serre d'un acre commence ce matin

par Jacques Guay

Ce matin, à 7 h., la coop de tomates de Manseau a entrepris la construction de sa serre d'un acre.

Sans attendre les subventions gouvernementales, les coopérateurs ont loué un bélière-mécanique qui nivèle actuellement un champ.

Suivra la construction de la serre elle-même qui sera, en fait, formée de 15 serres jumelées ou "chappelles".

Tout enthousiaste,

l'animateur de la coop, Pierre Allard, a téléphoné, hier, au JOUR pour communiquer la nouvelle. C'est grâce à la vente de \$10,000 de parts sociales privilégiées destinées au grand public que les coopérateurs ont pu passer à l'action.

Selon Pierre Allard les travaux en cours, nivelage, drainage et puits, coûteront environ \$4,000. Suivant les entrées de fonds, la coopérative mettra en chantier un certain nombre des 15 chappelles de 20 par 150 pieds qui constitueront la fameuse serre d'un acre (192 pieds par

192). La coop attend toujours les \$122,000 de subventions espérées du gouvernement, notamment dans le cadre de l'opération placement, mais elle a décidé d'entreprendre le bout de chemin qu'elle a les moyens de faire seule.

En comptant sur l'appui de tous les Québécois qui sont intéressés à investir \$5 sous forme de part privilégiée. Il suffit d'envoyer un chèque à l'ordre de "Coop de tomates de Manseau". À la même adresse, comté de Lotbinière.

René Lévesque

Suite de la page 1

miracle de remporter une élection partielle. Donc une relance spectaculaire dès ce premier test interélectoral. Quelle horreur!

Aussitôt, des filières de son premier mandat, le tandem Desrochers-Bourassa de faire sortir le dossier du scénario-Gatineau; autre élection partielle où il s'agissait d'abord de diviser savamment les votes oppositionnistes et, ce faisant, de matraquer un peu le PQ en le reléguant au troisième rang.

Le bout de la corde

À défaut d'un créditiste crédible (6,500 votes en 73), il fallait au moins un adulte "bleu" consentant (1100 votes en 73). Le jour même de la convention du PQ, M. Maurice Bellemare, chef intermédiaire de ce cimetière politique, s'est donc obligamment parachuté dans l'arène. Et depuis, le scénario se développe très précisément "à la" Gatineau, réglé comme du papier à musique. On laisse M. Bellemare rôder surtout dans les vieux coins ex-unionistes du nord du comté, où la machine libérale brille à peu près complètement par son absence. Rappelant avec une émotion bien sentie son propre passé "bleu", M. Desrochers a même laissé entendre à La Presse que c'était "l'homme à battre"... Certes, on s'affaire en même temps à renchérir laborieusement le

vote du pouvoir dans le reste du comté, espérant avoir assez divisé pour régner tout en assurant à feu l'Union nationale une pseudo-résurrection susceptible de remettre le PQ à sa place...

Mais le plus beau, c'est de voir nos sereins démocrates du début d'août voler maintenant en catastrophe au secours de cette patente.

Depuis quelques jours, La Tribune a littéralement transformé sa première page en "manifeste" anti-PQ, accompagné chaque fois d'analyses dihyrambiques de la tornade bellemarquesque.

Quant au Devoir, il a consciencieusement scruté de loin l'évolution de la campagne pour en arriver d'abord à la constatation — bien titrée — qu'en effet M. Bellemare était là... Après quoi, à partir d'une fausse rencontre avec un péquiste éminent, on lui a fabriqué une solide manchette à sensation.

Puis enfin, l'oracle se prononçait hier matin. Faisant là-dessus sa "rentrée" solennelle, M. Claude Ryan conclut qu'il faudrait effectivement donner une sévère leçon à ce gouvernement coupable "d'arrogance et de machiavélisme". En élisant le candidat péquiste, comme M. Laurent Laplante le recommandait au début? Non. La situation a pour ainsi dire

évolué: on a senti péril en la demeure...

Le directeur du Devoir se rallie donc... à Maurice Bellemare, fantôme parachuté, soutenu aussi par M. Yvon Dupuis, et dont la carrière essentielle a été celle d'un de nos plus folkloriques faiseurs d'élections (ce que M. Ryan appelle "un politicien débordant de vitalité")...

Mais le bout de la corde, c'est l'argument-massue de l'oracle, celui qui sous-tend toute cette prose où il prétend indiquer leur "devoir" (sic!) aux électeurs de Johnson: "Si ce n'était de l'utilisation qui serait ensuite faite du résultat pour faire croire que la thèse séparatiste est plus largement acceptée qu'elle ne l'est en réalité, on aurait de bonnes raisons d'appuyer la candidature de M. Bachand, du PQ..." Voilà qui s'appelle magistralement penser à long terme: tant pis pour les "bonnes raisons", il faut songer à la suite! Et comme trop fort casse pas, M. Ryan trouve encore au paragraphe suivant le moyen de répéter le mot-pour-faire-peur en l'assaisonnant cette fois de la plus délicate calomnie: "... des milliers d'électeurs refusent d'appuyer le séparatisme — et c'est là jusqu'à nouvel ordre leur droit le plus évident..."

Ce "jusqu'à nouvel ordre" n'est-il pas d'une exquise perfidie?



ÉLECTION PROVINCIALE DISTRICT ÉLECTORAL DE JOHNSON

AVIS

AUX DÉTENTEURS DES PERMIS DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE DES PERMIS D'ALCOOL DU QUÉBEC

"Le jour du scrutin personne ne doit, sauf une heure après la fermeture des bureaux de votation (de minuit à huit heures p.m. mercredi, le 28 août 1974), dans un district électoral où se tient une élection, sous peine de se rendre coupable d'une infraction et d'encourir une amende de cent dollars et, à défaut de paiement de l'amende, un emprisonnement de six mois au plus, ni vendre pour un prix en argent, ni échanger pour un objet quelconque, ni prêter, ni livrer, ni donner gratuitement une quantité quelconque de boisson alcoolique" (Loi électorale, article 369.1.).

"Nul permis ne peut être exploité le jour du scrutin jusqu'à une heure après la fermeture des bureaux de votation (de minuit à huit heures p.m., mercredi, le 28 août 1974) :

a) dans la circonscription où un scrutin est tenu pour l'élection d'un député à l'Assemblée nationale" (Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool, article 73. a).



PUBLIÉ PAR LE PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

L'économie

\$300 millions pour 30,000 habitants, à La Prairie

Gulf annonce son projet de "ville nouvelle"

par Pierre Sormany

Il y a près de deux ans, une fuite de renseignements confidentiels déclençait, aux environs de La Prairie, une montée de la spéculation foncière.

Certaines rumeurs laissaient en effet croire que la compagnie Gulf Oil s'apprêtait à acheter une immense zone de terrains, beaucoup plus étendue en fait que la superficie habitée de la petite ville du sud de Montréal. Quel était donc ce développement industriel gigantesque?

Hier, le suspense était levé. Pas de surprise pour personne en fait, puisque le mystère avait depuis fort longtemps été éclairci. Mais pour la première fois, étaient révélés au public les détails de ce qui devrait devenir la plus parfaite des banlieues montréalaises: un développement urbain capable d'héberger au-delà de 30,000 citoyens, de les faire travailler en parfaite indépendance de la métropole, de leur fournir aussi la pleine nature et les loisirs.

Ça c'est bien sûr au niveau des projets. Il faudra compter entre 10 ou 15 ans

avant que les "Aménagements Gulf de La Prairie Inc." (une compagnie qui sera bientôt incorporée au Québec, pour la gestion de ce vaste projet) ne soient terminés. Peut-être que d'ici là, tout ne sera pas aussi beau ou aussi parfait que prévu. Mais tout-de-même, laissons parler les planificateurs.

Les nouveaux concepts

Contrairement aux actuelles villes-dortoirs champignons, l'expansion de La Prairie ne sera pas essentiellement résidentielle. C'est du moins le vœu le plus cher du maire actuel, un dénommé J.-N. Lamoureux. "Que nous puissions voler de nos propres ailes."

Pour cela, les aménagements prévus intègrent, selon une conception chère aux urbanistes modernes, des espaces industriels et commerciaux, outre les résidences et les aires de loisirs. Le but, c'est que tout citoyen du projet Gulf-Goredco (la firme d'urbaniste qui a établi le projet, grâce aux capitaux Gulf) puisse travailler et vivre sur place. Une ville de banlieue, certes, mais qui ne dépendra pas outre-mesure de son gigantesque voisin.

À la différence des villes de banlieue qui se développent ici ou là, on a mis sur pied pour le compte de Goredco de nouvelles normes de zonage. Ici, pas de quartiers réservés uniquement aux maisons familiales, ni de zone essentiellement industrielles. Tout se trouve intégré, les habitations étant dispersées dans des zones vertes, isolées de l'industrie par des parcs et boisés.

En aucun point, affirmait-on, la densité de population ne devrait dépasser 3,4 citoyens à l'acre. Le projet comprend aussi la création de lacs artificiels le long (ou en bordure) de la rivière Saint-Jacques. On a aussi prévu la séparation complète du réseau piétonnier et du réseau routier (grâce à 12 à 14 milles de passages paysagers pour piétons, avec évitement des autoroutes). Les autoroutes elles-mêmes seront isolées des zones résidentielles par des barrières d'arbres. Et la liste des préoccupations sécuritaires ou environnementales pourrait s'allonger encore.

La participation gouvernementale

L'ensemble coûtera \$300 millions à Gulf (en dollars ac-

tuels, ce qui signifie que le montant réel serait nettement plus élevé à la fin du projet), sans compter le coût des services municipaux (drains, égouts, aqueduc, infra-structure) évalués à \$33 millions.

Pour sa part, le ministère de l'Environnement a déjà complété sa participation de \$125,000 pour le plan d'aménagement. M. Goldbloom explique ce geste par le souci de son ministère de veiller à ce que tout nouveau développement, dans une zone aussi densément peuplée que celle de Montréal, soit conforme aux normes les plus strictes du gouvernement: espaces verts protégés, densité de population plutôt faible, respect de l'environnement physique et humain des futurs citoyens, etc...

Le ministre confirme d'ailleurs que des projets analogues pourraient naître ailleurs au Québec, dont un dans la même région, répondant aux mêmes besoins. Là encore, le ministère de l'Environnement a l'intention de participer. "C'est le début d'un temps nouveau," proclame le ministre, en affirmant que ce nouveau type de "zonage intégré" deviendra de plus en plus courant en bordure des grandes villes.

En outre, quoiqu'aucune décision n'ait été prise, la Société d'habitation du Québec, et peut-être la Société centrale d'hypothèque et de logement pourraient être appelées à leur tour à fournir de l'aide au projet, pour en obtenir en contrepartie certaines concessions au niveau du type d'habitation qu'on y trouvera.

Les interrogations

Car ce projet, si beau soit-il, n'est pas sans certaines failles. Oublions pour l'instant les spéculations qui l'ont précédé, ou les craintes des 8.600 résidents de La Prairie (qui avaient peur de perdre leur calme) pour ne parler que des questions soulevées par le projet lui-même.

À quelle classe sera-t-il destiné? Pour l'instant, on parle de maisons évaluées l'an dernier (lors de la mise en forme du projet) entre \$22,000 et \$28,000. Il faut d'ores et déjà ajouter près de 15%. Qu'en sera-t-il demain?

Le ministre Goldbloom affirme que cette "classe moyenne" est celle qui se loge le plus difficilement en ces jours, coïncée entre les maisons pour riches soutenues par l'entreprise privée,



Une vue d'ensemble de ce que sera le projet Gulf Oil-Goredco à La Prairie. À gauche, le cercle couvre l'actuel "centre-ville", et permet une juste appréciation de l'étendue des nouveaux développements. D'ici 15 ans, la population de la ville augmenterait de plus de 30,000 habitants, passant de 8,000 à 40,000 environ. La philosophie générale du développement: associer partout les espaces verts, les zones de loisirs, les zones résidentielles, commerciales ou industrielles...

et ces HLM soutenus par le gouvernement. C'est peut-être vrai. Mais il n'en reste pas moins vrai qu'une telle "ville nouvelle" aurait fort bien pu intégrer une certaine proportion d'habitations à coûts modiques, évitant les actuels ghettos de HLM. Le ministre ne nie pas cette possibilité, tout en avouant que

rien n'est planifié en ce sens pour l'instant.

En outre, on parle de développement industriel intégré. Mais rien n'est encore annoncé quant aux industries qui se joindront au projet Gulf La Prairie. Là-dessus, les édules municipaux préparent peut-être leur petite sur-

prise. Mais pour l'instant, l'ensemble risquerait de glisser, au moins dans l'esprit des journalistes présents à la conférence de presse d'hier, dans le domaine strictement résidentiel et commercial, c'est-à-dire la plus-que-parfaite ville-dortoir.

Attendons donc la suite!

Les pêcheries au Québec (1)

Les Pêcheurs Unis dans l'eau bouillante

Jean Chartier
envoyé spécial du JOUR

Rivière-au-Renard—L'été dernier, la disette des captures de la coopérative des Pêcheurs Unis du Québec fut largement compensée par la montée graduelle et soutenue des prix d'avance des grossistes. Au printemps de cette année, la coopérative annonçait d'ailleurs à ses membres que l'année 1973 lui avait assuré la meilleure performance de toute son existence. Les bénéfices bruts avaient atteint \$2,6 millions.

Cette année, la floraison des prix n'est pas venue. Les captures de poisson ne se firent alléchantes qu'au début de la saison, avant le mois de juillet. Or, avant même cette période, toutes les entreprises de réception et de transformation du poisson sont tombées dans la rouge. La pénurie, consacra donc une dégringolade amorcée au début de l'année. Le mouvement de grève à Rivière-au-Renard n'a que ponctué celle-ci.

Confidentiellement, tous les producteurs vous expliquent, l'un après l'autre, à la condition qu'on ne les nomme pas expressément, que les grands responsables des difficultés actuelles, sont les deux géants du poisson dans l'est du Canada, National Sea Products et Gorton's Food. Comme à la fin de 1973, le marché du poisson était excellent, ces deux producteurs en ont entreposé dans leurs frigidaires d'énormes stocks et ils ont voulu jouer à la bourse avec l'augmentation des prix.

En janvier et février de cette année, toutefois, le marché se durcissait. En mars, la frousse les prenait. Ils avaient 20 millions de livres de poisson qui leur coûtaient chacune trois sous par mois à entreposer. À ce moment, ils déclenchèrent une vente de feu, ce qui provoqua la chute des prix. Les producteurs en ont été réduits à demander un prix de soutien au gouvernement fédéral.

Et, comme les espèces les moins rares ont été pêchées de manière débridée depuis quelques années, la saison est affreuse pour les pêcheurs. Toutes les entreprises se demandent, anxieuses, combien de mois il leur faudra attendre pour voir une reprise dans les prix. Ils ne l'attendent guère dans les captures.

National Sea Products

Même National Sea Products, le plus important producteur de tout l'Est du Canada, celui-là même qui a déclenché l'opération de vidage de la mer et d'entreposage des chairs, se trouve coincé.

Pour les six premiers mois de l'année, cette compagnie enregistre un déficit de \$6 millions alors qu'elle encaissait un profit de \$1,5 millions pour la période correspondante l'an dernier.

Présentement, la plus grande usine de tout l'Est du Canada, sise à Lunenburg en Nouvelle-Écosse, n'opère plus qu'à 45 pour cent de sa capacité, soit de trois jours à trois jours et demi par semaine. La situation est telle que le syndicat des pêcheurs de la Nouvelle-Écosse a rouvert les négociations avec la compagnie afin d'en arriver à ce que l'équipage touche 70 pour cent de la valeur des captures au lieu de 60 pour cent comme c'est le cas actuellement.

La rareté du poisson amoindrit la faculté des pêcheurs d'affronter toutes leurs charges. La hausse du carburant atteint 60 pour cent et celle des agrès de pêche, 200 pour cent. Pour un chalutier de 87 pieds, cet été, il en coûte approximativement \$300 de plus par semaine pour mettre le bateau à la mer.

La situation est telle pour les entreprises de pêche que quelques usines viennent de fermer leurs portes au Nouveau-Brunswick et qu'une entreprise a arrêté définitivement ses opérations à Terre-Neuve.



Les tailleurs de filets

C'est dans ce contexte que la grève a éclaté à Rivière-au-Renard. Les pêcheurs pouvaient difficilement rejeter du revers de la main les demandes des grossistes. En tout, quelque 900 pêcheurs sont affiliés à la coopérative; quant aux usines, elles embauchent environ 1100 ouvriers.

Depuis le début de la saison, les tailleurs de filets ne travaillent parfois que quinze ou vingt heures par semaine. Or, les employés ne gagnaient en moyenne que \$2,37 de l'heure. Il leur est donc arrivé de recevoir moins de \$40 au salaire brut pour une semaine. Et, à cause du climat au Québec, un tel emploi n'est pas garanti pour une période dépassant six mois par année. Quand un bon tailleur accepte de se défaire de sa Gaspésie natale, il file allègrement vers la ville.

Les syndiqués demandèrent une indexation de leur salaire et la semaine de travail garantie. Ils s'inspiraient du compétiteur à Rivière-au-Renard, l'entrepreneur privé Curadeau. Celui-ci donne \$4 de l'heure à ses tailleurs et il leur assure du travail à la semaine longue. Cependant, les tâches varient; il embauche moins de main-d'oeuvre.

Le comportement des Pêcheurs Unis est aberrant, déclare le président du syndicat, M. Normand Dufresne. La compagnie lésine trop longtemps avant la taille du poisson. Elle attend qu'il s'amoncelle et se décide tardivement à rappeler les hommes. Il n'est pas surprenant, dit-il, qu'abandonné durant des heures en tas, le poisson pue. Ça fait parfois huit heures qu'il est là à perdre sa saveur avant qu'on ne commence à le travailler.

Les connaisseurs vous le diront tous, insiste-t-il: ça pue dans l'usine et ce n'est pas normal. Il conclut: on économise sur le dos des employés et sur la qualité du produit mais pas sur les coûts de l'administration que beaucoup de gens remettent en cause.

Des pêcheurs sévères

Pour sa part, le secrétaire général des Pêcheurs Unis du Québec, M. Gaston Rioux, mentionne que de nombreux pêcheurs préféreraient fermer les portes de l'usine plutôt que d'y manger les profits de la coopérative, ce qu'il a été possible de vérifier avec certains d'entre eux. Depuis 1969, on avait réussi à opérer à profit, dit-il. Les pêcheurs ne veulent pas revenir à la situation antérieure.

L'an dernier, les profits ont été distribués de la façon suivante: \$700,000 aux pêcheurs sociétaires sous forme de ristournes, \$100,000 en bonis aux employés et \$400,000 dans la réserve.

Cette année, conclut le cadre de la coopérative, c'est comme en 1967-68. L'Islande et la Pologne avaient alors provoqué la chute des prix sur les marchés américains. Les Magasins à succursales multiples aux États-Unis en profitèrent pour entreposer de fortes quantités de poissons. Or, actuellement, ce phénomène s'ajoute à la concurrence excessive du boeuf et de la volaille chez nos voisins du sud. C'est simple, dit-il, on n'a pas l'argent et les marchés ne sont pas excellents.

Si la situation ne s'améliore pas, le gouvernement fédéral devra intervenir une fois de plus. Et, si la vie des pêcheurs hauturiers ne s'assombrit pas, celle des pêcheurs côtiers continuera forcément de décliner.

Le syndicat des employés d'usines se prépare déjà pour la négociation de la prochaine convention collective. L'intermède de cet été ne fut qu'un arrêt spontané causé par la hausse du coût de la vie et la diminution des heures de travail. La situation n'est pas encore stabilisée dans les pêcheries, loin de là. C'est un monde en pleine crise.

Le nouveau tracé du pipeline Sarnia-Montréal

On contournera le Lac des Deux Montagnes

TORONTO — Interprovincial Pipeline a annoncé qu'elle vient de déposer, auprès de la Commission nationale de l'Énergie, la documentation relative aux conséquences sur l'environnement de la nouvelle route vers Montréal, acceptée en principe par les autorités du Québec et de l'Ontario.

La société s'attend à ce que les audiences en vue de l'extension proposée de son réseau de pipeline vers Montréal reprendront à la fin de septembre. On doit se rappeler qu'au moment où le Québec avait fait connaître sa proposition sur le fait que le pipeline devait traverser le Lac des Deux Montagnes, on avait ajourné les audiences le 22 mai, après 6 jours, afin de permettre l'étude plus approfondie d'autres routes possibles au Québec.

La nouvelle route de l'extension proposée du réseau de pipeline de la société de Sarnia à Montréal est la même que la route proposée

antérieurement jusqu'à Cornwall, Ontario, mais, de cet endroit, elle s'écarte du principe de parallélisme avec les autres pipe-lines et donne vers le Nord, pour traverser immédiatement la rivière Outaouais, juste en bas du barrage de Carillon, et non pas vers le Lac des Deux Montagnes.

La nouvelle route est d'environ dix milles plus longue que la route originale et, en raison de la montée en flèche des frais de matériel et de main d'oeuvre, on estime maintenant à \$160 millions, au lieu de \$140 millions, l'extension de 520 milles du pipe-line de 30 pouces.

On a également déposé, auprès de la Commission, l'estimation révisée ainsi que les autres données financières. La demande déposée aujourd'hui devant la Commission nationale de l'Énergie prévoit le parachèvement au cours de 1975. Toutefois, en raison du retard dans l'établissement de la route finale

et du temps exigé pour obtenir tous les permis et approbations nécessaires, il semble maintenant que bien qu'il soit encore possible de terminer la construction du pipe-line pour 1975, il ne serait pas pratique de compléter les essais hydro-statiques du pipe-line entier avant la venue de l'hiver. Par conséquent, étant donné que le pipe-line ne pourrait être en exploitation avant la saison de chauffage de 1975-76, on songe à différer la construction de la conduite principale à 1976, alors que l'on espère que tous les problèmes reliés aux droits de passage auront été solutionnés.

On entreprend la construction des stations de pompage et des travaux spéciaux, tels que ceux reliés au passage des rivières, en 1975, ce qui assurerait le parachèvement en temps pour la saison de chauffage de 1976-77. En conséquence, on discute présentement avec la Steel Company of Canada Ltd de la possibilité de différer le

laminage de la majeure partie des conduites à la fin de 1975. Le début des travaux de fabrication des conduites est actuellement prévu pour le mois de novembre.

Jean Normand
Senay
à sa
propre
ligne
téléphonique
au
JOUR
C'est pour
annoncer
vos
Spectacles.

(331-8961 poste 29)

dès le
1^{er} septembre
dans l'outaouais on...

lélé
participe

le monde

Chypre

Waldheim réussit à établir des contacts directs entre grecs et turcs

Arrivé dimanche soir à Nicosie après s'être entretenu avec les dirigeants grecs, M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, s'est entretenu hier matin avant de partir pour Ankara, avec les chefs de communauté cyprite grecque et turque. A l'issue de ces entretiens, les leaders cyprites grecques turcs ont accepté de se réunir toutes les semaines. Dès son retour à New York, ce soir, M. Waldheim fera un rapport de sa tournée dans cette partie du monde. Le conseil de sécurité onusien devrait alors se réunir un ou deux jours après. Pendant ce temps, à Athènes, on apprend que le cabinet Caramanlis serait prêt à accepter en principe et sous certaines conditions la proposition soviétique d'une conférence élargie sur le problème de Chypre. D'autre part, selon le chroniqueur Jack Anderson du "Washington-Post", la Grèce serait prête à fermer les bases de l'OTAN sur son territoire.

(D'après l'AFP) — M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, est arrivé hier après-midi, à Ankara, venant de Nicosie, pour des pourparlers avec les dirigeants turcs au sujet de la reprise des conversations sur Chypre.

Accueilli à l'aéroport d'Ankara par M. Turan Gunen, ministre turc des Affaires étrangères, M. Waldheim a déclaré qu'il "espérait contribuer aux démarches visant à trouver une solution au problème chypriote."

En réponse à la question d'un journaliste au sujet des réfugiés des deux côtés de

l'île, le secrétaire général a déclaré qu'il n'avait pas encore d'informations précises sur le nombre des réfugiés, mais qu'il espérait voir des échanges de réfugiés avoir lieu bientôt.

Le prince Sadruddin Khan, qui est le coordinateur pour l'ONU de tous les aspects humanitaires de l'affaire de Chypre, se trouve actuellement à Nicosie, a déclaré M. Waldheim, et il a établi tous les contacts nécessaires avec les deux parties.

Pas en avant

M. Waldheim avait dé-

claré, avant de quitter l'aéroport de Nicosie, qu'il partait avec l'espoir d'avoir fait "un pas en avant, un pas limité, mais le fait que les leaders des deux communautés se soient rencontrés et aient commencé des conversations directes très encourageant."

MM. Glafcos Cléridès, président intérimaire de la République chypriote, et Rauf Denkash, vice-président et chef de la communauté chypriote-turque, ont accepté de se rencontrer tous les jours. Il s'agira avant tout pour eux de discuter des problèmes qui ont trait au sort des dizaines de milliers de ré-

fugiés que la guerre a chassés de leurs foyers.

M. Waldheim avait précisé que les questions humanitaires posées la présence de réfugiés des deux côtés avaient été discutées en présence du prince Sadruddin Aga Khan. "C'est important parce que si nous résolvons les problèmes humanitaires ou faisons des progrès dans ce domaine, nous aurons de meilleures chances de résoudre les problèmes politiques". Le rôle des forces de l'ONU à Chypre, a-t-il dit, en leur tâche future dans le maintien de la paix ont également été examinés ainsi que le problème d'une reprise des négociations.

À Nicosie, M. Waldheim avait trouvé une atmosphère calme, mais relativement tendue essentiellement le long de la "ligne verte" qui, dans la capitale chypriote sépare les deux communautés et que les Turcs "essaient de grignoter tous les jours" selon le commandant du contingent canadien.

Le secrétaire général de l'ONU, doit regagner aujourd'hui la capitale grecque, puis Londres, sur le chemin de New York.

Incidents-militaires

Alors que dans la capitale chypriote on ne signale aucun incident sérieux, plusieurs accrochages ont eu lieu hier à l'extrémité ouest de la zone de Chypre contrôlée par l'armée

turque qui a avancé jusqu'à proximité de Sori. D'autres informations font état de mouvements de convois turcs vers Lefka, ainsi qu'à l'est, sur la route de Morphou à Nicosie, qui longe l'aéroport international de Nicosie.

Enfin, près de la montagne de Trodos, dans le secteur centre-est de l'île, des forces turques se sont heurtées à une patrouille chypriote-grecque. Ces montagnes estime-t-on à Nicosie pourraient être le siège d'une éventuelle activité de Guerilla, qui constituerait la prochaine étape du conflit chypriote.

Le Conseil de sécurité se réunira demain

NEW YORK (AFP) — Le Conseil de sécurité se réunira sans doute demain ou jeudi pour examiner le rapport que le secrétaire général, M. Kurt Waldheim, lui présentera sur sa tournée éclair à Chypre et dans les capitales intéressées, estime-t-on dans les milieux du conseil. M. Waldheim, qui est attendu à New York ce soir, pourra à ce moment demander au conseil de modifier le mandat de l'UNFICYP, dont la tâche a été rendue extrêmement difficile par les obstacles mis sur sa voie, notamment par les militaires turcs.



Le secrétaire général des Nations-Unies, M. Kurt Waldheim, s'est entretenu hier matin pendant près d'une heure et demie avec M. Glafcos Cléridès, président intérimaire de la République chypriote M. Waldheim (à droite sur la photo), a qualifié les entretiens de "fructueux", précisant que ceux-ci avaient aussi bien porté sur les problèmes humanitaires que sur la situation dans l'île.

tuation des réfugiés dans l'île.

Cependant, la proposition soviétique de conférence internationale de l'ONU sur Chypre marque le pas.

Les membres non permanents du Conseil de sécurité, au nombre desquels se trouvent les pays non alignés, ont

remis à aujourd'hui la réunion qu'ils devaient tenir hier pour comparer les instructions de leurs gouvernements.

De leur attitude dépendra, selon les observateurs, la décision de Moscou de pousser l'affaire à fond, en demandant un vote du Conseil de

sécurité à ce sujet, ou de la laisser en suspens ou en réserve, comme geste symbolique de l'attachement de l'URSS aux Nations-Unies et de son opposition aux tentatives de règlement "dans le cercle étroit de l'OTAN", sans pourtant avoir à prendre position entre la Turquie et la Grèce.

La Grèce fermerait les bases de l'OTAN sur son territoire

WASHINGTON (AFP) — La Grèce aurait l'intention de fermer toutes les bases de l'OTAN sur son territoire, laissant ainsi un "trou béant" dans le système défensif occidental dans les 12 mois qui suivent, écrit lundi le chroniqueur Jack Anderson.

Se référant à d'importantes sources diplomatiques confidentielles, Anderson précise que le gouvernement d'Athènes est bien décidé à appliquer cette politique, à moins que survienne un changement radical dans l'attitude américaine à l'égard de Chypre.

Anderson ajoute que même les principaux dirigeants américains ingèrent le

caractère sérieux de cette menace. Mais les sources qui l'ont renseigné, dit-il, avaient des documents à l'appui.

Il est difficile de surestimer l'importance des bases de l'OTAN en Grèce, poursuit Jack Anderson.

D'après lui, l'alliance atlantique dispose, dans ce pays, d'installations navales et aériennes, de sites de lancement de missiles et de lignes de communications. Ce dispositif lui donne une "puissance de feu directe" tournée contre le flanc de la Russie soviétique et de ses satellites.

Le chroniqueur américain souligne que des parlementaires américains républicains ou d'ascendance grec-

que reprochent au président Gerald Ford et au secrétaire d'Etat Henry Kissinger leur "politique affligeante" à propos de Chypre, et notamment le maintien de l'aide militaire des Etats-Unis à la Turquie.

La Grèce accepte les propositions soviétiques d'une conférence sur Chypre, mais à certaines conditions

ATHÈNES (AFP) — par Jacques Marie Dauphin. — Au cours d'une entrevue hier soir entre M. Georges Mavros, vice-président du conseil et ministre des Affaires étrangères et M. Igor Ejev, ambassadeur soviétique, la Grèce a fait connaître son acceptation de principe d'une conférence élargie sur Chypre proposée par le gouvernement soviétique dans sa note du 22 août dernier.

Cependant la réponse grecque comporte un "Mais". Cette acceptation de principe est assortie d'un préalable important: la Grèce entend que la future conférence ne se contente pas de rappeler une fois de plus les

principes de base d'une solution du problème chypriote mais qu'elle ait pour ordre du jour un plan concret d'application de ces principes formulés d'ailleurs par le conseil de sécurité.

La position grecque apparaît donc prudente. Athènes veut bien d'une conférence élargie jusqu'à des représentants des pays non alignés, mais elle n'accepte absolument pas que la conférence dégénère en simple forum de propagande de la part des participants et ne débouche sur rien de concret.

En quelque sorte, Athènes a renvoyé la balle à Moscou et attend la suite.

L'on s'attend que M. Demis Cayanis, le représentant de la Grèce et le représentant de Chypre, M. Zénon Rossides, évoquent à cette occasion le problème de la si-

tuation des réfugiés dans l'île. Cependant, la proposition soviétique de conférence internationale de l'ONU sur Chypre marque le pas. Les membres non permanents du Conseil de sécurité, au nombre desquels se trouvent les pays non alignés, ont remis à aujourd'hui la réunion qu'ils devaient tenir hier pour comparer les instructions de leurs gouvernements. De leur attitude dépendra, selon les observateurs, la décision de Moscou de pousser l'affaire à fond, en demandant un vote du Conseil de

Guinée-Bissau

Les accords manquant la fin de la présence du Portugal en Guinée Bissau ont été signés

ALGER (d'après l'AFP) — C'est dans un luxueux salon du "Palais du Peuple" sous les lumières aveuglantes des lustres, des projecteurs de télévisions et des flashes des photographes que les accords marquant la fin de la présence du Portugal en Guinée-Bissau ont été signés hier après-midi par les négociateurs portugais et Guinéens dirigés respectivement par M. Mario Soares, ministre des Affaires étrangères et le commandant Pedro Pires, ministre adjoint des forces armées de la République de Guinée-Bissau.

La proclamation de la République de Guinée-Bissau se fera solennellement le 10 septembre prochain à Bissau et à Lisbonne qui aura le même jour reconnu de "jure" la jeune république.

Un transfert symbolique des pouvoirs aux dirigeants du PAIGC aura lieu deux jours plus tard tandis que les troupes portugaises se retireront totalement de la Guinée-Bissau le 31 octobre. Telles

sont les principales clauses de l'accord signé lundi après-midi à Alger par M. Mario Soares, ministre portugais des affaires étrangères et le commandant Pedro Pires, ministre adjoint des forces armées de la République de Guinée-Bissau.

L'accord précise les conditions de transfert des pouvoirs et les modalités de rapatriement des troupes portugaises. Néanmoins, un "transfert symbolique des pouvoirs" se fera en même temps que la proclamation solennelle de la République, au cours de cérémonies qui se dérouleront simultanément à Bissau et à Lisbonne.

C'est au terme de quatre mois de négociations marquées de longues pauses qui prenaient souvent le caractère de rupture que l'accord mettant fin à la présence portugaise en Guinée-Bissau a été signé à Alger. L'Algérie a servi ainsi un premier temps de conseiller aux dirigeants du PAIGC en raison de son expérience en la matière,

puis d'intermédiaire et de pays hôte.

Les négociateurs portugais et guinéens, dirigés par M. Mario Soares et le commandant Pedro Pires, s'étaient rencontrés pour la première fois à Londres le 25 mai dernier. Ils s'étaient séparés après plusieurs séances de travail, pour consulter leurs gouvernements respectifs, après avoir fixé un nouveau rendez-vous dans la capitale britannique.

L'accord auquel sont parvenues les deux parties dissocie clairement le cas de l'archipel des îles du Cap-Vert où cependant est prévue l'installation d'un pouvoir exécutif et d'une Assemblée constituante. Le Portugal s'est engagé à respecter l'auto-détermination du peuple des îles du Cap-Vert dont l'indépendance constitue pour les deux parties un "facteur de paix durable et de coopération sincère" entre le Portugal et la Guinée-Bissau.

Bangla-Desh

Le socialisme national est menacé par la succession des désastres

Trois ans après s'être séparé du reste du Pakistan, le Bangla-Desh, dont l'économie est basée principalement sur l'exportation de jute, n'arrive pas à prendre un nouvel élan. Au drame économique de l'ancienne province orientale du Pakistan, s'ajoute les désastres naturels. Hier c'était la sécheresse. Aujourd'hui ce sont les inondations. Le socialisme national, menacé, n'est plus pour demain.

LA NOUVELLE DELHI (AFP) — (par Mario Bianchi) — Les années noires se succèdent avec une régularité désastreuse depuis 1970 au Bangla-Desh dont les dirigeants semblent abandonner aujourd'hui le vague socialisme national prôné depuis l'indépendance.

Un cyclone, il y a quatre ans, avait été la cause directe du soulèvement contre le Pakistan, accusé "d'abandonner sa province orientale", et de la guerre indo-pakistanaise en 1971. L'année 1972 a été celle de la sécheresse, et 1973 a vu les bénéficiaires d'une légère reprise économique balayés par la hausse mondiale des prix causés par la crise du pétrole.

Cette année, les inondations de juillet et août ont mis bas l'économie chancelante du "pays aux mille rivières", dont les dirigeants ont inauguré le mois dernier une politique destinée à favoriser les investissements privés na-

tionaux et étrangers ils se sont engagés à ne pas nationaliser les nouvelles industries pendant les quinze prochaines années, et ont élevé de 2,5 millions de takas (monnaie nationale équivalant à dix cents américains) à trente millions le plafond des investissements autorisés dans le secteur privé. Ces mesures ont été annoncées après la visite à Washington, à la mi-juin dernier, du ministre des Finances bengalais, M. Tajuddin Ahmed, jusque-là considéré comme membre du "lobby" pro-soviétique à Dacca.

Deux chiffres mesurent l'étendue du drame causé par les inondations: les pertes sont estimées à quatre milliards de dollars par M. Abdul Momin, ministre bengalais de l'Aide et de la Reconstruction alors que le total de l'aide mondiale au Bangla-Desh depuis l'indépendance ne s'élève qu'à la moitié de ce chiffre, soit deux milliards.

Il faut ajouter à cela que le pays n'a pas encore retrouvé le niveau de sa production de l'année fiscale 1969-1974, c'est-à-dire de la dernière année de son existence normale en tant que province orientale du Pakistan.

Cet état de fait n'est pas dû seulement aux catastrophes naturelles, mais aussi à la corruption. Pratiquement, le premier ministre, Mujibur Rahman, veut arrêter la fuite des capitaux amassés par les profiteurs, en libérant les investissements privés dans le pays. A long terme, cette politique pourrait être payante, si d'une part le "climat social" restait serein malgré les dures conditions économiques imposées à la population et d'autre part si le capital étranger affluait aussi. Ce qui n'est absolument pas le cas pour le moment.

Aujourd'hui, le Bangla-Desh a un besoin vital de 318 millions de dollars, pour

nourrir ses quinze millions de sinistrés à cent pour cent et procéder aux travaux de reconstruction les plus urgents (routes et ponts).

Avec ses caisses à peu près vides à la veille des inondations avec un budget en déficit de 80 millions de dollars pour l'année en cours, l'avenir financier du Bangla-Desh est sombre. Il vient d'obtenir en juillet un prêt de 50 millions de dollars de la Banque mondiale, qui ne voulait en accorder que 40 et il compte toucher 35 millions de dollars à la signature prochaine des accords avec sept compagnies pétrolières étrangères auxquelles ont été accordées des concessions pour la recherche "off shore" dans le golfe du Bengale.

Les dons accordés ce mois-ci par les pays riches, quatre millions de dollars des Etats-Unis, six millions de l'Allemagne fédérale, dix millions de l'Arabie-Saoudite, pays-frère musulman ne colmateront que quelques brèches, s'ils sont judicieusement employés.

Pour beaucoup d'économistes bengalais, le relève-

ment du pays par ses propres moyens n'est pas impossible. L'an dernier les principales productions ont été en hausse. La production de jute dont l'exportation fournit 80 pour cent des rentrées de devises, a été de cinq à six millions de balles. Approchant ainsi les sept millions de l'année 1969-1970. Celle des grains (blé et riz), aurait atteint 13,4 millions de tonnes. Selon la FAO, qui estimait ainsi inutile de recourir à des importations, tandis que le gouvernement l'a estimée à 11,8 millions et a importé près de deux millions de tonnes. Enfin, l'industrie textile l'an dernier a produit 28 pour cent de plus qu'en 1972.

Dans les milieux de l'opposition d'extrême-gauche, on souligne que l'inflation, qui a atteint 40 pour cent durant l'année écoulée, frappe surtout les classes les plus défavorisées.

Selon les statistiques gouvernementales, l'indice du coût de la vie pour les travailleurs de l'industrie a atteint 325,45 points sur la base cent pour 1969-1970. Celui de la classe moyenne est légère-

ment plus bas: 284,44.

D'autre part, selon une étude d'un économiste de l'Université de Dacca, M. Iftikar Ahmed, 40 pour cent de la population rurale est constituée par des ouvriers agricoles sans terre, qui gagnent aujourd'hui 17 pour cent de moins qu'en 1949 le même économiste estime qu'un tiers de la force de travail dans les campagnes est restée inemployée durant les deux dernières décades.

De là à conclure qu'avec une volonté politique comparable à celle de la Chine populaire, tous les espoirs seraient permis il n'y a qu'un pas, que les maïstes bengalais ont franchi.

En premier lieu, affirment ces derniers, cette "mobilisation" permettrait seule de lutter efficacement, dans chacun des 65.000 villages du pays, contre les dangers d'inondation alors que les importations de "bulldozers" et les plans onéreux d'experts occidentaux pour prévoir l'endiguement des eaux selon le système des "polders" hollandais, se sont avérés inefficaces.

Avec le Petit Robert, on trouve toujours ses mots.

No. 151

PAR GERMAIN

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											

HORIZONTALEMENT

- Des idées peuvent le faire autant que du jus de raisin... — Pr. pers. réfléchi.
- Regroupée, soulevée. — Trous pratiqués dans un mur pour recevoir des poutres.
- Dém. — Peut faire pleurer encore plus qu'un enterrement...
- Ils sont toujours contre. — Te rendras.
- Protège le bout du doigt. — Domines.
- Victime d'un coup de foudre. — Argile.
- Cherchent. — Pr. pers. réfléchi.
- Supporte la balle de golf. — Demeurant.
- Refusés. — Colère.
- Paradis pour grenouilles. — Inventées, fondées.
- Poss. — Contenant. — Chargé d'électricité.
- Pas du tout.

VERTICALEMENT

- Devanture. — On ne sait pas toujours sur quelle voyelle le placer.
- Butte, mamelon. — Figure héraldique en forme de T.
- Note. — On y gèle quand n'y joue pas.
- Où se réfugie une tête de mule. — Dans une expres-
- Saisons. — Tempête violente.
- Venus au monde. — Fais le malin. — Dém.
- Partie de la bride d'un cheval qui supporte le mors. (pl).
- Vaisselle de bourgeois.
- Notre histoire en est tout un! — Poss. — Esprit émané de l'intelligence universelle.
- Balançés. — N'admettent pas.
- Monnaie d'Extrême Orient. — Instrument de musique chez les anciens Egyptiens.
- Poursuit en justice. — Article. — Crochet.

Solution No 150

1	M	E	S	A	G	E	R	I	E	A	
2	A	J	O	U	R	E	A	L	P	I	N
3	T	E	L	G	L	A	S	I	D	E	
4	I	C	O	N	E	L	E	S	T	E	
5	E	T	A	N	C	E	S	T	R	A	L
6	R	E	D	I	T	E	S	R	E	L	U
7	E	R	A	S	R	E	V	U	I	N	
8	A	S	S	I	A	C	O	T	E		
9	P	T	A	L	E	S	T	U	E	S	
10	A	F	I	N	S	I	M	O	S		
11	P	I	N	C	E	M	O	R	T	E	S
12	A	N	S	E	C	A	S	E	E	U	

Les noms propres, les abréviations et les symboles chimiques sont proscrits.

Grande-Bretagne

Les travaillistes semblent se préparer aux élections générales anticipées

LONDRES (AFP) — Bien qu'aucune indication officielle n'ait filtré du cabinet du premier ministre, les ministres et l'administration du Parti travailliste semblent se préparer pour des élections générales anticipées. Les da-



Harold Wilson premier ministre de Grande-Bretagne

nés le plus fréquemment cités sont celles du 3 ou du 10 octobre prochain, bien que dans certains milieux politiques, on pense que le 24 octobre serait plus approprié. La campagne électorale, qui dure ici trois semaines, pouvant se dérouler alors avec la certitude que tous les Anglais seront rentrés de vacances.

Le Parti travailliste vient

néanmoins de lancer une campagne publicitaire appuyée par un fonds de 150.000 livres et M. Harold Wilson a accepté de prendre la parole devant le congrès des syndicats qui s'ouvrira à Brighton le 5 septembre. Ce

mander la dissolution du parlement.

Aussi bien parmi les ministres que parmi les membres de l'opposition, on considère, de toute façon, que le gouvernement minoritaire de M. Harold Wilson n'est plus en mesure de gouverner véritablement et qu'il lui sera impossible d'imposer ses propres solutions aux problèmes économiques auxquels doit faire face la Grande-Bretagne, à un Parlement de plus en plus réticent.

Si l'on en croit les derniers sondages d'opinion, M. Harold Wilson peut espérer gagner ces prochaines élections en s'assurant d'une majorité suffisante dans la nouvelle Chambre des communes toutes les mesures qui ont été prises jusqu'à présent par son gouvernement ont été relativement populaires: règlement de la grève des mineurs, retour à une semaine de travail normale, abrogation de la loi sur les relations industrielles, qui avait valu tant d'hostilité à M. Edward Heath, relèvement des pensions de retraite, etc. Pour M. Wilson, il s'agit de faire rentrer les bénéfices politiques de ces décisions avant que n'en soient présentées les factures. Or les prévisions économiques pour la fin de l'année sont de plus en plus pessimistes: inflation de près de 20 pour cent, menace de chômage étendu, balance des comptes déficitaires de

près de quatre milliards de livres, etc.

D'autre-part, dans l'arène politique, les conservateurs ne se sont pas encore relevés de leur défaite du printemps dernier. Les libéraux ne paraissent pas faire de nouveaux progrès et il leur sera en fait bien difficile d'augmenter sensiblement le nombre de leurs sièges au Parlement, 14 actuellement.

Mais une inconnue demeure: la performance à venir des nationalistes écossais. Le courant nationaliste se développe incontestablement, promettant notamment à l'Écosse seule la manne du pétrole de la mer du Nord. Comme ailleurs, il profite aussi de la désaffection d'un nombre croissant d'électeurs à l'égard des deux grands partis. Mais il est d'autre-part freiné par un manque réel de personnalités de valeur à opposer efficacement aux députés professionnels sortants, qu'ils soient travaillistes ou conservateurs.

On estime cependant que les travaillistes pourraient perdre quelque sept ou huit sièges en Écosse et les conservateurs peut-être trois. S'il en était ainsi, on reviendrait de nouveau à un Parlement sans véritable majorité et il faudrait bien cette fois envisager de former un gouvernement de coalition.

États-Unis

Le premier aviateur à traverser seul l'Atlantique

Charles Lindbergh est mort

HONOLULU (AP)—Le 20 mai 1927, alors qu'il était encore un timide jeune homme de 25 ans, Charles Lindbergh, qui vient de mourir à l'âge de 72 ans, avait conquis la célébrité en traversant seul l'Atlantique, à bord de son petit avion monomoteur "The Spirit of Saint Louis". Il était le premier à accomplir cet exploit.

En 33 heures et 29 minutes, celui que ses camarades appelaient avant le "petit Lindbergh" était devenu grand.

Descendant d'une famille d'origine suédoise, le jeune Lindbergh faisait ses études d'ingénieur mécanicien lorsque, en 1920, un avion atterrit près du campus de son université. Il alla inspecter l'engin et décida: "Je vais être aviateur". Aussitôt, il alla s'enrôler à l'école d'aviation, en sortit pilote et assura les premières liaisons postales entre Chicago et Saint-Louis. Un jour, il entendit dire qu'un riche propriétaire d'hôtel de New York, M. Raymond Orteig, offrait une récompense de 25.000 dollars à celui qui, le premier, ferait seul la traversée aérienne New York-Paris. D'autres pilotes se préparaient à cette tentative. Lui, fit tout tout seul, et ce n'est qu'au moment de décoller de l'aéroport de Roosevelt qu'il annonça son départ. C'était encore l'époque héroïque. Abord de son avion équipé d'un moteur de 200 CV et doté d'une vitesse maximum de 197 km/h, il n'avait même pas de radio. En outre, le siège du pilote était placé de telle sorte qu'il fallait utiliser un périscope pour décoller et pour atterrir. Durant tout son voyage il a eut de la pluie, du

brouillard et de la neige fondu.

Ignorant qu'après son départ la presse et les radios du monde entier avaient été alertés, il ne s'attendait pas à ce que 50.000 personnes l'attendent au Bourget. Il ignorait aussi, faute de radio, qu'à New York au Yankee Stadium où se déroulait une rencontre de boxe, le speaker avait demandé aux 40.000 spectateurs une minute de silence et des prières pour lui. Quand son avion atterrit, à 22h23, au Bourget, il

France tant l'enthousiasme était grand.

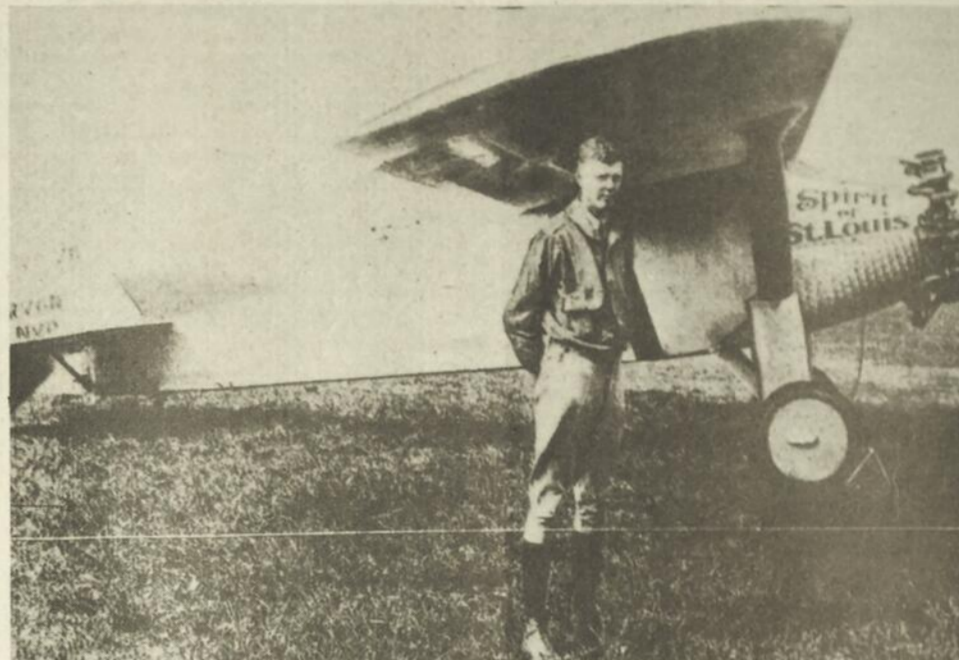
Des aviateurs militaires parvinrent à le soustraire à la foule en posant son casque sur la tête d'un journaliste américain et en criant à la foule: "Voici Lindbergh".

Un reclus

Après la guerre, il vécut en reclus dans une propriété du Connecticut. Il était parvenu, le temps aidant, à pas-

en 1927, racontait l'histoire de sa vie et exposait brièvement son vol historique. "Pourquoi dites-vous nous en parlant de vous-mêmes?" lui avait-on demandé un jour.

"Eh bien, vous savez, l'avion était avec moi. Je n'aurais pas pu aller bien loin sans lui" répliqua-t-il très sérieusement. Son second est un exposé de ses croyances: la lutte contre le matérialisme scientifique et les forces morales—avec un plaidoyer pour un renouveau spirituel.



ser inaperçu. Par la suite, avec l'aide de sa femme comme co-pilote, il explora les routes du ciel pour l'établissement de liaisons pour la compagnie PanAm. Il participa aussi, comme conseiller technique, à la transformation de la compagnie au moment de l'adoption de l'aviation à réaction.

Il avait écrit plusieurs ouvrages. Le premier, "We",

Le troisième "The Spirit of Saint Louis" est le récit détaillé du vol et des pensées qu'il a eues tout au long. Il déplorait que voler soit devenu une science et disait: "Nous entendons des marins parler avec nostalgie de l'époque des hommes en fer et des bateaux en bois. Dans le même sens, je pense parfois que le déclin de l'aviation a commencé avec le starter et le cockpit fermé..."

Bref Monde

Israël

Mgr Hilarion Capucci sera jugé

JÉRUSALEM (Reuter) — Israël est décidé à juger Mgr Hilarion Capucci, archevêque grec catholique de Jérusalem, pour son assistance à l'organisation palestinienne El Fatah, annonçait-on, hier, de source gouvernementale autorisée à Jérusalem.

Les Israéliens estiment qu'étant donné la masse de pièces à conviction en partie fournies par le prélat lui-même, Mgr Capucci devrait être reconnu coupable d'avoir convoyé des armes et des fonds du Liban en Cisjordanie au profit des défayins opérant dans les territoires occupés.

On indique de même source que Mgr Capucci, qui a été arrêté la semaine dernière, sera probablement expulsé après le procès.

Vietnam

Suicide par le feu

SAIGON (AFP) — Un homme s'est suicidé par le feu, lundi, sur un square central de Saïgon, devant le palais présidentiel. La police l'a identifié comme étant le caporal Le Quang Do, 20 ans, mutilé de guerre.

En l'espace de six semaines, c'est le troisième militaire sud-vietnamien qui se fait brûler vif en plein centre de Saïgon.

Peu après la mort de Le Quang Do, l'Agence Vietnam Press a publié le texte d'une lettre destinée au président Thieu. "J'ai grandi dans la guerre causée par les communistes, dit la lettre. C'est pourquoi, dans les rangs de l'armée de la république du Vietnam, j'ai contribué de toutes mes forces à les combattre et c'est pourquoi j'immole maintenant à la patrie la partie de mon corps qui me reste".

Égypte

Sadate: définir une position arabe commune avant de négocier

LE CAIRE (AP) — Le président Anouar el-Sadate a réaffirmé dimanche la nécessité pour les pays arabes de définir une position commune avant une reprise des négociations avec Israël à Genève.

Devant la conférence des peuples arabes, réunie à Alexandrie, le chef de l'État égyptien a affirmé que la position arabe se fonde sur deux principes: "ne pas concéder un seul pouce de territoire arabe, et n'accepter aucun compromis au sujet des droits des Palestiniens".

Quant à la conférence de Genève, "ou bien elle s'achèvera par une solution pacifique, équitable et honorable, ou bien nous reprendrons la guerre, a-t-il dit. Une solution partielle ne peut exister que dans des cerveaux malades.

Corée

26 officiers de police limogés

SEOUL (AFP) — Le ministère de l'Intérieur sud-coréen a limogé hier 26 officiers de police supplémentaires après la tentative d'assassinat du président Park Chung Hee le 16 août.

Sept d'entre eux faisaient l'objet d'une enquête à propos de négligences dans l'accomplissement de leurs fonctions.

Au total, une trentaine de responsables ont été limogés depuis la tentative d'assassinat.

Par ailleurs, selon les autorités sud-coréennes, l'homme qui a tenté d'assassiner le président Park comptait se réfugier à l'ambassade de France après avoir accompli son forfait.

Arrêté sur place, Moon Se Kwang, un jeune gauchiste coréen vivant au Japon, aurait révélé ses intentions au cours de son interrogatoire. La police n'a cependant pas précisé pourquoi il avait choisi l'ambassade de France comme refuge possible.

Si le président Park est sorti indemne de l'attentat, son épouse a par contre été tuée.

Laos

Le premier ministre Souvanna Phouma subit un examen médical à Paris

PARIS (AFP) — Le prince Souvanna Phouma, premier ministre du Laos, est arrivé à l'aéroport de Paris-Orly en provenance de Vientiane hier au début de l'après-midi en vue de subir un check-up médical en France.

Le Premier ministre avait été en effet victime d'une crise cardiaque le 12 juillet dernier. Transporté en "Mystère 20" mis à sa disposition par le gouvernement français, le prince Souvanna Phouma a été directement conduit dans une clinique de la banlieue parisienne où il restera une semaine.

Il se rendra ensuite dans le sud de la France, à Grasse (Alpes-Maritimes), où il passera environ un mois de villégiature.

Le premier ministre laotien était accompagné du ministre de la Santé laotien, d'un représentant du gouvernement français et de plusieurs cardiologues français et laotiens.

Japon

Un typhon cause d'importants dégâts

TOKYO (AFP) — Un typhon, avec des vents soufflant parfois à plus de 75 milles à l'heure, a atteint la côte Pacifique du Japon, hier, provoquant d'importants dégâts au centre et à l'ouest du pays, apprend-on à Tokyo.

Ce typhon, qui porte le numéro 14, est accompagné de pluies diluviennes et a perturbé le trafic ferroviaire dans certaines régions, hier matin. Les trafics aérien et maritime sont en outre interrompus.

Le typhon se dirigerait vers le nord-est du pays, à la vitesse de 47m/h.

États-Unis

La fortune de Rockefeller: \$250 millions

NEW-YORK (AFP) — La revue "Time" estime la fortune personnelle du vice-président désigné, Nelson Rockefeller, à quelque \$250 millions de dollars.

Dans son dernier numéro, l'hébdomadaire précise que les revenus de M. Rockefeller proviennent notamment de ses intérêts dans la compagnie pétrolière "Exxon", la "Chase Manhattan Bank" et "International Basis Economic Corporation", société d'investissements dans les pays en voie de développement.

"Time" ajoute que M. Rockefeller possède cinq demeures parmi lesquelles de vastes propriétés à Pocantico Hills à New York, à Seal Harbor Maine, à Foxhall Road près de la capitale fédérale à Washington, un grand ranch au Venezuela et un appartement de 25 pièces à la cinquième avenue à New York.

Afrique du Sud

Effondrement d'une galerie minière

JOHANNESBURG (AFP) — Cinq mineurs noirs ont été tués samedi dans l'effondrement d'une galerie dans la mine d'or Western Deep Level, près de Carltonville, à une cinquantaine de k.m. à l'ouest de Johannesburg, a annoncé hier matin un porte-parole de la compagnie.

Cela porte à 34 au moins le nombre de morts accidentelles dans les mines d'or d'Afrique du Sud depuis le début du mois de mars.

La mine de Carltonville, située dans une région d'où provient plus de 60 pour cent de l'or sud-africain, est la propriété de l'Anglo-American Corporation, contrôlée par Harry Oppenheimer.

En 1973, onze mineurs de la Western Deep Level avaient été tués par la police à la suite d'émeutes. Au mois d'avril dernier, autres mineurs noirs avaient trouvé la mort au cours d'affrontements tribaux.

Aucune mesure spéciale n'avait été prise par la défense pour empêcher un coup de force

WASHINGTON (D'après l'AFP) — Le président Gerald Ford a démenti hier des informations parues dans la presse américaine selon lesquelles le secrétaire à la Défense M. James Schlesinger et les chefs d'État-major avaient pris des mesures spéciales pour s'assurer que des unités militaires, fidèles à M. Nixon, ne tenteraient pas

un coup de force pour empêcher le Congrès de le destituer.

"Je me suis entretenu aujourd'hui avec le secrétaire à la Défense, a dit M. Ford. Nous avons discuté de cette question et il m'a assuré qu'aucune mesure de ce genre n'avait été entreprise".

Selon les informations publiées pendant le week-end, les chefs d'État-major auraient exercé une surveillance particulière sur les clubs et mess d'officiers, notamment ceux de l'aviation, afin d'étudier leurs réactions pendant la procédure de destitution.

Par ailleurs, le président

tiendra demain sa première conférence de presse télévisée depuis son accession à la présidence.

Cette conférence, dont l'annonce a été faite, par M. Ford dimanche, sera consacrée à tous les problèmes d'actualité et en particulier à la lutte contre l'inflation.

Moyen-Orient

La situation israélo-arabe est extrêmement tendue

—les chefs des missions à Pékin

PÉKIN (AFP) — Les chefs des missions diplomatiques arabes à Pékin, dans une déclaration commune qui est la première faite par ces chefs de mission en Chine, ont attiré l'attention sur la situation "extrêmement tendue" au Proche-Orient, qui, selon eux risque de plonger la région dans une nouvelle guerre aux conséquences imprévisibles.

La déclaration, datée du 24

août et distribuée hier à la presse, affirme que "les dirigeants de Tel-Aviv", par leurs actions, "tentent à créer et à intensifier une tension qui rappelle, par de nombreux aspects, celle qui a précédé l'agression sioniste du 5 juin 1967".

Les chefs des missions arabes "rejettent sur les autorités sionistes la responsabilité de toute nouvelle

guerre" ils ajoutent que "les nouvelles dispositions et mesures agressives prises par Tel-Aviv" confirment la volonté d'Israël "non seulement de se refuser à évacuer les territoires arabes occupés, mais encore d'en acquiescer de nouveaux".

La déclaration mentionne à cet égard: "L'installatin de nouvelles colonies de

peuplement.

"La construction de voies de communication sur le Golan"

"La mobilisation des réservistes,

"Les agressions multiples et répétées au sud du Liban contre les populations civiles libanaises et palestiniennes,

"La concentration massive de troupes sur les lignes du cessez-le-feu."

L'Égypte est en difficulté pour ses équipements militaires

LE CAIRE (AFP) — Le président Sadate a fait état dimanche de "difficultés" rencontrées par l'Égypte pour ses équipements militaires.

Au cours de sa rencontre avec les membres du comité préparatoire de la conférence pan-arabe, le président Sadate a déclaré, selon la presse cairote: "Seule, l'Égypte rencontre des difficultés pour s'équiper en armes, ce qui n'est pas le cas pour la Syrie."

"L'Union soviétique fournit de manière régulière des armes à la Syrie, a poursuivi le président égyptien, et a déjà remplacé les avions syriens détruits pendant la guerre d'octobre."

"Mais l'attitude de l'Égypte à l'égard de Moscou est particulière, a ajouté le chef de l'État, et l'Union soviétique n'a pas remplacé

un seul des avions égyptiens détruits en octobre."

Le président Sadate a indiqué, qu'à la suite de cette prise de position de Moscou, il avait décidé de diversifier les sources d'approvisionnement en armes et que cette décision a déjà été appliquée.

Le président Sadate a souligné enfin que "certaines questions étaient toujours en suspens" entre Le Caire et

Moscou et a indiqué, toujours selon la presse cairote: "il était prévu que nous rencontrerions les dirigeants so-

viétiques mais cette réunion a été subitement reportée et aucune nouvelle date n'a été encore convenue".



permis 749525
Institution privée reconnue
carrières & profils
SECRETARIAT bilingue
Inscription: avant le 31/8/74
Rentrée: 16/9/74
SECRETARE DE SERVICE
SECRETARE LEGALE
SECRETARE MEDICALE
STENOACTYLO
Stages garantis
PERFECTIONNEMENT (11 options)
Dactylo, Dicta, Steno, Droit
ANGLAIS (conversation) etc.
intensif jour-soir
875 6870
CARRIERES & PROFILS
455, Craig ouest
métro: Victoria

Plein air, chasse et pêche

par André Y. Croteau

Plus je parle de la chasse au caribou, plus je me rends compte que des chroniques ne suffisent pas; faudra que je me décide à écrire un livre. Tenez, je voudrais vous parler longuement de la chasse elle-même et je sens que l'espace me manque. J'aimerais vous dire comment on l'appelle avec un mouchoir blanc, comment on trouve de gros mâles un demi-mille derrière les femelles et les veaux, comment on les tire parfois à la course comme des chevreuils apeurés. Il y a pourtant des choses plus importantes.

La chasse au caribou (3)

Comment se rendre à Schefferville, par exemple. Je l'ai fait bien des fois et des deux façons possibles, par avion et par train. Ma préférence va sans contredit au train. Encore faut-il ne pas le manquer. Seulement deux trains par semaine sont disponibles aux chasseurs de Sept-Îles: départs mardi matin et vendredi matin à 8 heures précises.

Ça veut dire qu'il faut être quai d'embarquement avec armes et bagages — c'est le cas de le dire! — dès sept heures. Vous pouvez emporter sur ce train tout le bagage que vous

voulez sans frais. Au retour vous pourrez placer vos caribous dans un compartiment frigorifique à frais minimes.

Le voyage est long: vous n'arriverez à Schefferville qu'à dix heures trente du soir. Il faut prévoir le coucher dans cette ville où les hôtels sont rares. Il faut aussi savoir que la base d'hydravion se trouve à six milles de la ville et que vous aurez besoin d'une camionnette pour y transporter vos bagages. Il se trouve cependant des compagnies de transport locales qui ont prévu votre arrivée et vous attendent à la gare; il en coûtait l'an passé \$30 par charge. Laurentian Air Service met également à la disposition des chasseurs un "bunkhouse" ou dortoir rudimentaire, comme on en voit dans les westerns, à la disposition de ses clients. Il contient environ quarante lits de fer; premiers rendus, premiers servis, les autres couchent dehors beau temps, mauvais temps! Si vous avez des amis à Schefferville, abusez tout de suite de leur hospitalité.

Autres petits conseils pratiques: si la végétation est clair-

semée dans la toundra, il s'y trouve assez de bois pour chauffer une tente; emportez-vous donc une petite "truie" faite avec un baril de graisse. Pour transporter le stock à l'aller et les quartiers de caribou au retour, j'ai trouvé que trois sacs de portage par chasseur, étaient l'idéal. Étiquetez et numérotez tous vos bagages pour identification rapide et vérification à l'arrivée. Ne rappelez jamais un caribou entier: le pilote le refusera et il vous en coûtera une fortune en train. Ne mettez ni votre venaison ni vos trophées dans des sacs en plastique; les bactéries s'y développent à un rythme accéléré. Ne poivrez pas votre viande non plus; couvrez-la plutôt avec du coton à fromage. Enfin, habillez-vous comme pour l'hiver, utilisez un sac de couchage pour très basses températures mais apportez aussi des chasse-moustiques: il est probable que ces derniers vous poursuivront entre les bordées de neige!

Voilà, je ne peux dire qu'un infime partie de tout ce qui me vient à l'esprit. A vous de remplir les chapitres.

petites annonces

Nos bureaux sont ouverts du lundi au vendredi de 10h. à 5h.
331-8961

IMMEUBLES 100
101 propriétés à vendre
105 propriétés à louer
108 propriétés à la campagne
110 propriétés à la campagne
113 propriétés demandées
117 propriétés commerciales
120 cottages bungalows
123 administration des propriétés
124 maisons mobiles
128 immeubles
130 chalets à vendre
134 condominiums
137 appartements à vendre
138 manufactures à vendre
141 entrepôts à vendre
144 commerces à vendre
147 terrains à vendre
150 terres à vendre
154 maisons de pension à vendre
156 bureaux et locaux à vendre

159 magasins à vendre
162 garages à vendre
165 divers à vendre
LOCATION 200
202 appartements à louer
204 appartements chauffés à louer
207 appartements meublés
chauffés à louer
209 appartements demandés
211 appartements et
logements à partager
214 logements à louer
218 logements chauffés à louer
222 logements chauffés
meublés à louer
224 logements demandés
227 logements à louer
229 chambres à louer
231 chambres demandées
234 commerces à louer

237 commerces demandés
239 bureaux & locaux à louer
241 bureaux demandés
243 magasins à louer
248 propriétés à louer
250 propriétés demandées
252 bungalows et cottages à louer
254 pensions à la campagne
258 chalets à louer
260 chalets demandés
263 maisons de campagne
266 places commerciales
269 entrepôts à louer
271 hôtels villégiature
273 terrains de camping
275 garages à louer
278 entrepôts
280 terrains à louer
283 on demande à louer
285 salles - studios - ateliers
286 divers à louer

MARCHANDISES 300
302 ameublement
305 antiquités à vendre
308 antiquités demandées
310 articles de ménage
314 articles camping
caravanning - tentes
316 articles sport - skis
319 instruments de musique
322 photos et cines
325 caméras
328 machinerie
330 matériaux de construction
332 effets de bureau - magasins
restaurants
335 tableaux - peintures
338 artisanat
340 tapis - carreaux - linoléum
343 terrazzo - céramique
346 machines à coudre
349 lingerie - fourrure vêtements

350 T.V. stéréos - radios
354 monnaie - timbres
360 bois charbon - huile
367 terre jardinage
369 animaux à vendre
371 acheteurs animaux
375 chevaux - voitures
377 imprimerie
379 divers à vendre
380 divers demandés
385 équipement de ferme

SERVICES 400
402 peintre
405 électricien
407 plombier
410 ramboyeur
413 entrepreneur
417 denturologiste
420 menuisier - ébéniste
425 service domestique

429 garderie d'enfants
430 perdu et trouvé
433 chauffage
435 planchers
438 déménagements
440 service divers
444 lavage - nettoyage
450 décoration
454 chapeaux - couture - couturière
455 impôts - tenue de livres
459 portes et fenêtres
460 tailleur
465 terrassement

AVIS DIVERS 600
602 activités sociales
605 voyages & Transport
608 ventes de charité
612 encans
620 chasse & pêche
625 divers
630 avis légaux appels d'offres
demandes de soumissions
634 décès
638 remerciements
640 messe

ÉDUCATION 700
701 école
706 école de conduite
709 école de métiers

712 école de danse
715 cours de perfectionnement
720 éducation
722 cours de piano
725 divers - cours
EMPLOIS 800
800 service de personnel
807 couples demandés
810 hommes demandés
820 femmes-filles demandées
830 hommes-femmes demandés
835 agents vendeurs
840 coiffeurs-coiffeuses demandés
845 emplois demandés
VEHICULES 900
903 bateaux moteurs yachts
905 maisons mobiles

108 propriété à l'extérieur
DEUX-MONTAGNES
Superbe cottage, deux étages, sous-sol fini, construction hors-pair, 10 appts dont 5 ch. à coucher, cuisine-dînette, four encastré, 2 s. de bain, tapis mur à mur, foyer naturel, garage double. PLUSIEURS AUTRES EXTRAS. Terrain 112' x 100' avec 10 arbres mûrs, pas de réparation à faire, constr. brique et bois, 15 minutes de Montréal, situé près du train, Michemine entre Mt et Mirabelle.
A. Deschênes:
382-5890
387-5237
LES IMMEUBLES WESTGATE
WR

222 logements chauffés meublés à louer
1501 Jarry est, près Papineau, 11/2, 2 1/2, 3 1/2 pièces. Modernes, équipés, grandes chambres, taxe d'eau payée, Sundec, garage, meublés ou non, raisonnables. Tél.: 725-8757.
227 logements à sous-louer
Sous-louer 4 1/2 sur Barclay. Disponible 1er septembre. 334-0645.
263 maisons de campagne
Jeune musicien (sérieux) en quête d'un logis très simple à la campagne (autonomie) moyens financiers très restreints. 276-1853.

305 antiquités à vendre
Chaise bergante, \$35. Tél.: 276-1853 après 11 hrs a.m.
Pièces de collection exceptionnelles pour connaisseurs, bonne tière en pin, porte à 6 panneaux en relief avec corniche à denticle, d'esprit Adam début 19e; superbe petit buffet vitré en pin à 2 portes fin 18e; coffre en pin à 6 panneaux couvercle bombé d'esprit Louis XIII - 18e; table de cuisine en pin 72" x 30" à entresol en H.; petite encoignure en pin, prie-Dieu en pente; à une porte panneau fin 18e; Banc à seaux Québécois couleur d'origine bleu-vert foncé. R. COUTU, 38 chemin Richelieu, Village St-Charles sur Richelieu, Sortie 69 de la Transcanadienne. Ouvert tous les jours et en soirée, sauf le lundi. Tél.: 584-2631.
340 tapis - carreaux - linoléum
Tapis "RYA" pimpant grandeur 5'x8' faisant bel effet sur mur ou plancher. Tél.: 722-2054 après 6 hrs seulement.
350 T.V. stéréos - radios
Stéréo futuriste sur pied., André Beauchamp 352-2380.
379 entrepreneurs
Climatiseur neuf. Garantie, 3 seulement. 5000-6000-8000 BTU. Au prix coûtant. 729-5217.
À vendre, beau set de chambre, T.V. à bon prix. 733-9357, entre 6 et 9 p.m.
Dessin Ozias Leduc Circa 1886. Écrire à: R.J. Bélanger 20 Lac Connelly Nord, St-Hippolyte.

413 entrepreneur
20% D'ESCOMPTE
Peinture intérieure et extérieure, lavage, posage de gypro, tirage de joints. Estimation gratuite. 271-9797.
417 denturologiste
Denturologiste J. Gauthier, fabrication et réparation de prothèses dentaires amovibles. Tél.: 728-3401. Charge acceptée.
435 planchers
Sablage, finition plastique, varathane nettoyage tapis, tél: 721-7738.
438 déménagements - transport - camionnage
Accepterais déménagements à prix modique. Local ou longue distance. 737-8009.
440 service divers
AMASO
Service de rencontres sérieux, 822 est rue Sherbrooke, suite 5, Marthe Gaudette, b.a.b. péd. b-ph-1es lettres. Tél.: 524-3852.
444 lavage - nettoyage
AA-1 Lavage, murs, vitres, tapis, plancher, sablage, varathan, peinture. Estimation gratuite. M. Roger 676-3332.

455 impôts - tenue de livres
DÉCLARATIONS D'IMPÔT
Formule depuis 1968. Tél.: 381-5425.
625 divers
Brique, foyer, pierre, ciment, cheminée, joints, menuiserie, générale, balcons, escaliers. Réparations fondations, enrayons eau des murs. Rénovations. Assurances incluses. Tél.: 642-4077.
725 divers - cours
Recherchons professeur de solfège, rythme, dictée musicale, lecture à vue, pour enfants de 10 ans, 1 heure par semaine. Téléphonez après 5h. 721-1616.
845 emplois demandés
Jeune homme qui veut faire carrière dans le monde de la mode, cherche du travail, expérience dans la vente, bilingue 932-4223.
903 bateaux moteurs yachts
Bateau en fibre de verre, 15 pieds, moteur 40 forces et remorque. \$850. 435-1282.
990 autos camions demandés
Nous payons jusqu'à \$20. pour votre vieille voiture pour ferraille. Remorquage gratuit. 365-6835.

999 autos à vendre
Citroën SM 1973. Condition mécanique & carrosserie parfaites. 23.000 mi. Prix à discuter. Québec (418) 628-7350.
Datsun 1600 pl 510 1972, jaune or, 49.000 mi, prix \$1.800. Tél. 381-0745.
Volvo 142 GL 1973 - 18.000 mi. am-fm, pneus d'hiver - 272-2170.
Duster 70. Tout équipé. Tél.: 677-0875 après 5 hrs.
Renault, 12-71. AM-FM. Michelin radial, à voir. Tél.: 341-4984.
Fort Chambly Auto dépositaire Volvo, Fiat. Prix défiant toute compétition. Tél.: 658-6623. Livraison immédiate.
Citroën 72-D Spécial AM-FM, garantie comme neuve, 29.000 mi. Marchand 323-1908.
Citroën 72-DS 21 AM-FM. Pneus radiaux. Bas millage garantie. Marchand 323-1900.
Citroën 70-1D 19 Trés propre, bas millage. Aubaine. Marchand 323-1900.
630 Avis légaux - soumissions - appels d'offres
Prenez avis que Téléphone Arel Q 501 687 B 2 s'adressera à la Commission des Transports du Québec pour obtenir un permis additif pour le transport de toutes les matières en vrac nécessaires sur les chantiers de la baie James, région numéro 8. Tout intéressé à la dite requête peut porter opposition dans les quatre (4) jours de la date de la première publication dans ce journal, à la Commission des Transports du Québec.

630 Avis légaux - soumissions - appels d'offres
COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC
Modification de certains tarifs suivant les articles 2.64 et suivant du Règlement 2 sur les règles de pratique et de régie interne de la Commission, dans le cas de concurrence tarifaire avec le transport ferroviaire.
Requérants: Canadian Transport Tarif Bureau Association, 555 Dixon Road, Rexdale, Ontario, M9W 1H8.
Prenez avis que le requérant susmentionné a obtenu de la Commission la modification de ses tarifs comme suit: Special Tarif T.B.Q. No. 4083, on behalf of J.D. Coughlin, operating as Great West Transport Co., Transcona, Manitoba.
Cette modification entrera en vigueur le 14 août 1974 et demeurera en vigueur jusqu'au 13 février 1975.
Tout intéressé peut s'opposer à cette modification dans les 4 jours de la première publication en formulant à la Commission une opposition à cette fin.
AVIS
COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC
Modification de certains tarifs suivant les articles 2.64 et suivants du Règlement 2 sur les règles de pratique et de régie interne de la Commission, dans le cas de concurrence tarifaire avec le transport ferroviaire.
Requérants: Canadian Transport Tarif Bureau Association, 555 Dixon Road, Rexdale, Ontario, M9W 1H8.
Prenez avis que le requérant susmentionné a obtenu de la Commission la modification de ses tarifs comme suit: Iron and Steel Commodity Tarif No. 32-G T.B.Q. 2909.
Revisions: Item 330 Montreal to Hamilton Rates increased. Item 483 Intermediate point application removed on Hamilton — Contrecoeur rate as this rate would defeat Montreal — Hamilton rates if intermediate applied. Suivant échelle de taux déposée au dossier.
Cette modification entrera en vigueur le 13 août 1974 et demeurera en vigueur jusqu'au 12 février 1975.
Tout intéressé peut s'opposer à cette modification dans les 4 jours de la première publication en formulant à la Commission une opposition à cette fin.

101 propriétés à vendre
LONGUEUIL: Cottage Bardeaux d'amante 8 pièces beau terrain paysagé. Prix \$29.900. Pour information (M.L.S.) Nicole Langevin 655-9400 - 655-9632.
IMM. CARBONNEAU COURTIERS

147 terrains à vendre
ST-EUSTACHE: Terrain 35.500 pieds, bordure Rivière des Mille Lacs Arbres centenaires. (M.L.S.) Roger Champagne 655-9400 - 655-7021.
IMM. CARBONNEAU COURTIERS
Terrain 83' x 100'. Près Lac Maskinongé, St-Gabriel de Brandon. Tél. après 5 hrs 324-3927.
218 logements chauffés à louer
5 1/2, chauffés, libre 1er oct., 2e étage, \$145. St-Léonard. 728-5923 après 5 hrs.

302 ameublement
Matelas, sommiers, directement du manufacturier, simple, double, Queen King, lits ronds, sofas lits. Aussi rembourrage. Tél. 681-0307.
MEUBLES CANADIENS
Livraison immédiate, 3 appartements de meubles canadiens. Valeur \$1.695, pour aussi peu que \$395. Aussi balance meubles colonial, futuriste, espagnol & moderne. Réserve gratuite, aucun dépôt demandé. 522-9067.
Meubles non peints: vendons et fabriquons. Vaste choix (commodes, bureaux doubles et triples, bibliothèques, mobiliers de cuisine, etc.) Avons aussi matelas toutes grandeurs, à prix d'aubaine. 207 Beaubien est, tél.: 276-9067.

413 entrepreneur
20% D'ESCOMPTE
Peinture intérieure et extérieure, lavage, posage de gypro, tirage de joints. Estimation gratuite. 271-9797.
417 denturologiste
Denturologiste J. Gauthier, fabrication et réparation de prothèses dentaires amovibles. Tél.: 728-3401. Charge acceptée.
435 planchers
Sablage, finition plastique, varathane nettoyage tapis, tél: 721-7738.
438 déménagements - transport - camionnage
Accepterais déménagements à prix modique. Local ou longue distance. 737-8009.
440 service divers
AMASO
Service de rencontres sérieux, 822 est rue Sherbrooke, suite 5, Marthe Gaudette, b.a.b. péd. b-ph-1es lettres. Tél.: 524-3852.
444 lavage - nettoyage
AA-1 Lavage, murs, vitres, tapis, plancher, sablage, varathan, peinture. Estimation gratuite. M. Roger 676-3332.

455 impôts - tenue de livres
DÉCLARATIONS D'IMPÔT
Formule depuis 1968. Tél.: 381-5425.
625 divers
Brique, foyer, pierre, ciment, cheminée, joints, menuiserie, générale, balcons, escaliers. Réparations fondations, enrayons eau des murs. Rénovations. Assurances incluses. Tél.: 642-4077.
725 divers - cours
Recherchons professeur de solfège, rythme, dictée musicale, lecture à vue, pour enfants de 10 ans, 1 heure par semaine. Téléphonez après 5h. 721-1616.
845 emplois demandés
Jeune homme qui veut faire carrière dans le monde de la mode, cherche du travail, expérience dans la vente, bilingue 932-4223.
903 bateaux moteurs yachts
Bateau en fibre de verre, 15 pieds, moteur 40 forces et remorque. \$850. 435-1282.
990 autos camions demandés
Nous payons jusqu'à \$20. pour votre vieille voiture pour ferraille. Remorquage gratuit. 365-6835.

999 autos à vendre
Citroën SM 1973. Condition mécanique & carrosserie parfaites. 23.000 mi. Prix à discuter. Québec (418) 628-7350.
Datsun 1600 pl 510 1972, jaune or, 49.000 mi, prix \$1.800. Tél. 381-0745.
Volvo 142 GL 1973 - 18.000 mi. am-fm, pneus d'hiver - 272-2170.
Duster 70. Tout équipé. Tél.: 677-0875 après 5 hrs.
Renault, 12-71. AM-FM. Michelin radial, à voir. Tél.: 341-4984.
Fort Chambly Auto dépositaire Volvo, Fiat. Prix défiant toute compétition. Tél.: 658-6623. Livraison immédiate.
Citroën 72-D Spécial AM-FM, garantie comme neuve, 29.000 mi. Marchand 323-1908.
Citroën 72-DS 21 AM-FM. Pneus radiaux. Bas millage garantie. Marchand 323-1900.
Citroën 70-1D 19 Trés propre, bas millage. Aubaine. Marchand 323-1900.
630 Avis légaux - soumissions - appels d'offres
Prenez avis que Téléphone Arel Q 501 687 B 2 s'adressera à la Commission des Transports du Québec pour obtenir un permis additif pour le transport de toutes les matières en vrac nécessaires sur les chantiers de la baie James, région numéro 8. Tout intéressé à la dite requête peut porter opposition dans les quatre (4) jours de la date de la première publication dans ce journal, à la Commission des Transports du Québec.

630 Avis légaux - soumissions - appels d'offres
COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC
Modification de certains tarifs suivant les articles 2.64 et suivants du Règlement 2 sur les règles de pratique et de régie interne de la Commission, dans le cas de concurrence tarifaire avec le transport ferroviaire.
Requérants: Canadian Transport Tarif Bureau Association, 555 Dixon Road, Rexdale, Ontario, M9W 1H8.
Prenez avis que le requérant susmentionné a obtenu de la Commission la modification de ses tarifs comme suit: Iron and Steel Commodity Tarif No. 32-G T.B.Q. 2909.
Revisions: Item 330 Montreal to Hamilton Rates increased. Item 483 Intermediate point application removed on Hamilton — Contrecoeur rate as this rate would defeat Montreal — Hamilton rates if intermediate applied. Suivant échelle de taux déposée au dossier.
Cette modification entrera en vigueur le 13 août 1974 et demeurera en vigueur jusqu'au 12 février 1975.
Tout intéressé peut s'opposer à cette modification dans les 4 jours de la première publication en formulant à la Commission une opposition à cette fin.

La Coopérative et LE JOUR présentent
Les bandes dessinées québécoises
JAUNES D'OEUF par TANGUAY
parfois je t'embrasse et ne m'embrasse pas...
mais...
parfois je t'enlace et ne m'en lasse pas!
DININE BRANAR
J'AI LE GOUT DU QUÉBEC
YUPPÉ
HEU
BEÛLE J'AI QUE LE GOUT DU
le sombre vilain
MAIS QUE FAIT-IL ICI?
MAIS QUE FAIS-TU DANS LE PASSAGE SECRÉT DE LA BASE SECRÉT?
ET MOI QUI ME PENSAIS EN AFRIQUE NOIRE...
Suzanne Asselin n'invente pas d'offres d'emploi mais elle prend bien soin de celles que vous lui confiez. composez 331-8961

carrières

ÉTABLISSEMENT NOUVEAU, JEUNE ET DYNAMIQUE MÉDECINS DEMANDÉS
NATURE DU TRAVAIL ET DES CONDITIONS DU MILIEU:
—soins de santé courants;
—clinique d'urgence de première ligne;
—travail clinique et en santé communautaire;
—équipe multidisciplinaire;
—très bonnes possibilités et conditions d'environnement avantageuses.
Pour toute information ou pour adresser offre de services, communiquer à:
Journal Le Jour
C.P. 124
387 Boul. Lebeau
Ville Saint-Laurent, P.Q.

LE SERVICE SOCIAL DE L'OUEST QUÉBÉCOIS OFFRE D'EMPLOI
TITRE: DIRECTEUR DE BUREAU.
ENDROIT: LA SARRE.
TACHES:
—Application des politiques et procédures relatives aux différents services dispensés à la population;
—Gestion des ressources humaines et matérielles du bureau;
—Collaboration avec les organismes du milieu.
QUALIFICATIONS: T.S.P. ou C.S. avec une expérience de travail en Service Social.
CONDITIONS D'EMPLOI:
—Échelle de salaires du Ministère des Affaires Sociales;
—Prime de responsabilité;
—Bénéfices sociaux des cadres.
DISPONIBILITÉ: Immédiate.
Faire demande en adressant avant le 5 sept. 1974 un curriculum vitae, le dernier diplôme ou les notes obtenues au:
Directeur général,
282, 1ère Avenue Est,
Amos, Qué.

CONSEIL RÉGIONAL DU JEUNE THÉÂTRE ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
recherche
ANIMATEUR EN THÉÂTRE POUR LA RÉGION SEPTEMBRE 1974
Fonction:
—Promotion et soutien des troupes régionales (calendrier, tournée, stages, cliniques, etc.)
—Regroupement des ressources matérielles.
—Établissement d'une structure pour la formation d'une troupe permanente régionale.
Exigences:
d'âge: entre 20 et 35 ans
de formation: études en théâtre et/ou expériences équivalentes
matérielles: posséder une voiture
personnelles: connaissance de la situation du théâtre régional, aptitude au travail de groupe et sens de l'organisation.
Traitement: \$7.500,00 plus \$1.500,00 de frais de dépenses.
Les candidats devront faire parvenir leur curriculum vitae, leur numéro de téléphone et un court texte sur leur façon de voir le travail à entreprendre avant le 5 septembre au Conseil Régional du Jeune Théâtre, 141 Tascheau ouest, Rouyn.

carrières
Suzanne Asselin n'invente pas d'offres d'emploi mais elle prend bien soin de celles que vous lui confiez. composez 331-8961

Horaires Télévision

matinée

Table of TV programs for the morning (matinée) from 9:30 to 12:00. Includes shows like 'The Friendly Giant', 'Eye Bet', 'The Art of Cooking', and 'Personnalité féminine'.

après-midi

Table of TV programs for the afternoon (après-midi) from 12:15 to 4:00. Includes shows like 'Nouvelles du midi', 'L'éventail de Séville', 'The Merv Griffin Show', and 'The Phil Silvers Show'.

soirée

Table of TV programs for the evening (soirée) from 6:00 to 11:00. Includes shows like 'Chez Pierre', 'Studio Six', 'The Merv Griffin Show', and 'The Phil Silvers Show'.

vie et culture

Une 4ème saison à l'Opéra du Québec
Un opéra plein d'humour, le "Falstaff" de Verdi

L'Opéra du Québec a choisi pour débiter sa quatrième saison, Falstaff de Giuseppe Verdi, un chef-d'œuvre de rire, de verve et de fantaisie qui n'a été présenté dans le



Joe Dassin à la Place des Arts

Une des plus grandes vedettes actuelles de la chanson française, Joe Dassin, viendra pour la première fois présenter son tour de chant au Québec. Le spectacle de Joe Dassin sera à l'affiche de la salle Wilfrid-Pelletier de la Place des Arts les 5, 6 et 7 septembre prochain.

Le programme québécois d'aide à la création et à la recherche

Les personnes oeuvrant dans le domaine des arts qui désirent présenter des projets de création en vue d'une réalisation au Québec, doivent s'inscrire entre le 1er septembre et le 1er novembre prochain. Le programme d'aide à la recherche accorde la même attention aux jeunes créateurs qu'à ceux qui ont déjà plusieurs années d'expérience.

où irons-nous?

Table listing various cinema venues and their showtimes, including locations like Anjou, Arlequin, Atwater, and various downtown theaters.

passé, à Montréal, que deux soirs, en 1958, par l'Opéra Guild. Le rideau se lèvera sur cette importante oeuvre du répertoire, le 7 octobre, à la Salle Wilfrid-Pelletier de la Place des Arts et le 24 octobre, à la Salle Louis-Frèchette du Grand Théâtre du Québec.

Opéra débordant d'humour, d'esprit et de fantaisie dont le style ressemble plus à la comédie qu'au drame, Falstaff se distingue de toutes les autres oeuvres du compositeur Verdi, jusque-là reconnue comme un maître de l'art le plus pathétique.

Le livret de Falstaff, écrit pour Verdi par son ami Arrigo Boito et emprunté à deux célèbres comédies de Shakespeare, Les Joyeux Compères de Windsor et Henry IV, met en scène un des personnages les plus drôles de l'opéra. Sorte de gargantua anglais, à la corpulence monstrueuse,

Nouvelle compétition pour le cinéma privé canadien

TORONTO — Harold Eady, président de l'Association canadienne de Cinéma-Télévision (ACCT) autrefois l'Association des producteurs de film et des Laboratoires du Canada (APFLC) vient d'annoncer la création d'une nouvelle compétition dans le domaine du film commandité réalisé par des Canadiens, ou

grand seigneur par son origine, Sir John Falstaff sert de plastron à deux pétiltantes et riches bourgeoises qu'il a voulu séduire et qui le roulent d'adroite manière. Mais Falstaff fait à mauvais jeu bon visage riant le premier des duperies dont il vient d'être l'objet.

Dans la prochaine production de l'Opéra du Québec, le baryton canadien Louis Quilico, bien connu sur la scène internationale et réputé pour ses interprétations des grands rôles de composition à l'opéra, tiendra le rôle de Falstaff. Le mezzo-soprano Maureen Forrester dont la présence pour la première fois à l'Opéra du Québec, rejoindra tous les amateurs, et le soprano Clarice Carson, vedette régulière de la compagnie interprèteront respectivement les rôles de Mrs. Quickly et Mrs. Alice Ford. Feront également partie de la distribu-

Falstaff sera à l'affiche les 7, 9, 12, 14, 17 et 19 octobre, à Montréal, et les 24, 26 et 28 octobre à Québec.

par des maisons de production canadiennes. Les organismes de production gouvernementales ne seront pas éligibles. Mais les films produits par les gouvernements par des producteurs du secteur privé ou les coproductions entre un producteur du secteur privé et un

organisme gouvernemental seront éligibles. De plus, pour être éligible, un film devra avoir été produit entre le 1er juillet 1973 et le 30 juin 1974. La compétition comprendra les catégories suivantes: relations publiques, promotion de ventes, voyages et loisirs, la nature et vie au grand air, sports, films d'enseignement et films éducatifs, information-TV et affaires publiques, films dramatiques de courts métrages commandités. Un trophée spécial sera présenté pour le "meilleur film de l'année". Les catégories techniques seront les suivantes: mise en scène, photographie, scénario, montage, son et composition musicale.

Un jury composé de trois spécialistes, pour chacune des disciplines, étudie l'ensemble des projets et fait ses recommandations au ministère. Les résultats sont rendus publics en mai. Les formulaires d'inscription sont disponibles dans les villes ou le ministère des Affaires culturelles à des bureaux, soit: Montréal, Sherbrooke, Chicoutimi, Trois-Rivières, Rimouski et Rouyn-Noranda, ou bien en s'adressant directement au programme d'aide à la création et à la recherche, ministère des Affaires culturelles, 955 Chemin Saint-Louis, Québec.

On peut obtenir des formulaires de participation de C. Lynn Meek, président de la compétition de l'Association canadienne de Cinéma-Télévision, 1943 rue Leslie, Don Mills, Ontario. Les gagnants seront annoncés lors de la présentation des trophées, le 15 novembre 1974. La date limite pour soumettre les inscriptions a été fixée au 16 septembre 1974.

Théâtres

Table listing various theater venues and their current productions, including venues like L'Atelier, Lescale, and Théâtre de Marjolaine.

Variétés

Table listing variety shows and performances, including venues like Le Patriote de Ste-Agathe and Le Village de Séraphin.

Advertisement for the film 'Lacombe Lucien' by Louis Malle, featuring a photo of the lead actor and listing cinema venues like Cinéma de Paris and Fleur de Lys.

Advertisement for 'Le Village de Séraphin' featuring a photo of a man and the text 'VISITEZ VILLAGE DE SÉRAPHIN STE-ADELE'.

le sport

Championnat ouvert des États-Unis

Forest Hills: le rendez-vous des grands tennismen

par Thérèse Gilbert (collaboration spéciale)

L'un des tournois les plus prestigieux se déroulera à partir du 28 août à Forest Hills, pour le championnat ouvert des États-Unis avec des bourses qui totalisent \$275.000,00 dont \$22.500,00 au gagnant du simple en plus de prestige accordé à ce titre. Ce tournoi réunit cette année l'élite des joueurs; il sera intéressant de voir évoluer Jimmy Connors, champion de Wimbledon, John Newcombe tenant du titre

l'an dernier, Bjorn Borg champion de France et d'Italie cette année, Ken Rosewall finaliste à Wimbledon, Tom Okker, Ilie Nastase, Arthur Ashe, Manuel Orantes et enfin une nouvelle étoile fulgurante qui gagna récemment 4 des 6 derniers tournois sanctionnés par le "Commercial Grand Prix" l'Argentin Guillermo Vilas. Ce dernier est un joueur superbe qui n'a pas fini de nous étonner; il nous rappelle

quelque peu Manolo Santana ancien champion de Wimbledon par son jeu spectaculaire et son répertoire de coups variés. Il possède une concentration de tous les instants, qui lui permet de dominer l'adversaire aux moments critiques. Il contrôle son coup brossé "top spin" avec une précision inégalable; il peut frapper son revers soit brossé ou coupé et le décocher avec une vitesse foudroyante qui paralyse l'adversaire et suscite son étonnement. Il est un des rares

joueurs à réussir un lob brossé avec son revers qui frise la perfection; tous ses coups sont exécutés de n'importe quel angle du court avec une anticipation remarquable. Il soulève l'enthousiasme de la foule par son attitude fière, sa détermination, son ardeur concentrée et il est exceptionnel de retrouver chez un joueur d'à peine 22 ans autant d'assurance et de maturité.

Deep River, Ontario, 6-4 et 7-6, le contingent québécois n'a pu s'affirmer ailleurs dans ce tournoi. La palme revient aux représentants de la Colombie et de l'Ontario qui semble bénéficier d'un meilleur entraînement de groupe, pour parvenir ainsi à un rendement supérieur au niveau national.

Tournoi des vétérans à Como
À Como, à une vingtaine de milles à l'ouest de Montréal, se disputait au club de tennis Royal Oak tout au long de la semaine le tournoi de tennis qui devait clôturer la saison des vétérans. Les joueurs se retrouvent avec plaisir à ce club où tout est mis en oeuvre dans ce décor de verdure pour recevoir les participants avec une hospitalité proverbiale. En l'absence du grand favori Val Harit qui avait dominé toute la saison, André Hotte et Jacques Patenaude qui avait rivalisé côte à côte toute la saison, se sont rencontrés en finale qui se termina par 7-5, 2-6 et 6-4 en faveur d'André Hotte.

Championnat de tennis canadien junior

Ce tournoi avait lieu la semaine dernière au club de Tennis Rideau à Ottawa. À l'exception du jeune Martin Lachapelle 14 ans de Montréal qui a perdu en finale contre Colin McAlpine de

LIGUE NATIONALE				LIGUE AMERICAINE			
(Parties d'hier non comprises)				(Parties d'hier non comprises)			
Section est				Section Est			
G	P	Moy	Diff	G	P	Moy	Diff
Pittsburgh	66	61	520	Boston	79	56	556
St-Louis	66	62	516	New York	65	61	500
Phila.	63	64	496	Baltimore	63	63	500
Montréal	58	66	468	Cleveland	61	63	492
New York	54	70	435	Milwaukee	61	67	477
Chicago	52	72	419	Detroit	59	68	465
Section ouest				Section Ouest			
Los Angeles	80	47	630	Oakland	75	55	570
Cincinnati	78	50	609	K. City	68	68	540
Atlanta	70	57	551	Texas	66	63	512
Houston	66	60	524	Chicago	64	64	500
San Fran.	57	71	445	Minnesota	62	66	484
San Diego	49	79	383	Californie	50	78	391

Jeux 76

Les plongeurs

Très spectaculaires et très gracieuses, les compétitions de plongeurs aux Jeux Olympiques réservent toute une gamme d'émotions aux amateurs de grandes sensations.

Comment peut-on demeurer insensible devant ces athlètes? Ils se projettent dans les airs pour effectuer dans un mouvement stylisé et gracieux toutes sortes de "pirouettes" plus difficiles les unes que les autres.

Depuis 1904, aux Jeux Olympiques de St. Louis, les plongeurs ont toujours su retenir l'attention des spectateurs, qui, jamais, n'ont été fatigués de les voir à l'oeuvre.

Les compétitions au concours olympique se divisent en deux catégories chez les dames et chez les hommes: les plongeurs au tremplin et les plongeurs de haut-vol.

Au tremplin, les athlètes masculins doivent effectuer cinq plongements obligatoires et six autres au choix. Les dames doivent aussi réaliser les cinq plongements imposés, mais elles ne sont tenues qu'à cinq plongements au choix.

La partie obligatoire du concours au tremplin demande aux athlètes un plongement ordinaire en avant, un plongement ordinaire en arrière, un plongement inversé, un plongement retourné et un plongement en avant avec un demi-tire-bouchon.

Le tremplin, d'une hauteur de trois mètres, mesure habituellement cinq mètres de long sur 50 cm de largeur.

Cette planche souple donne l'impulsion vers le haut au plongeur et accroît la durée du vol.

Dans les compétitions de haut-vol, les hommes rivalisent d'adresse dans 10 plongements et les dames dans huit. Tous ces plongements sont aux choix des participants.

La surface d'élan est rigide et mesure deux mètres de large et six mètres de long.

Pour déterminer les vainqueurs, sept juges accordent des points variant de zéro à 10 pour chaque plongement. L'athlète totalisant le plus grand nombre de points est déclaré vainqueur. On rejette les deux notes extrêmes (la plus basse et la plus haute) et on établit la moyenne des notes restantes.

Les notes accordées par les juges se lisent comme suit: aucun point pour un plongement complètement manqué, un point et demi ou deux points pour un plongement mal réussi, de deux points et demi à quatre points et demi pour un plongement médiocrement réussi, de cinq à six points pour un plongement satisfaisant, de six points et demi à huit points pour un plongement bien réussi et de huit à dix points pour un plongement très bien réussi.

Dans leur verdict, les juges tiennent compte de la façon dont le plongement est exécuté et non de la façon dont le concurrent prend la position de départ. Ainsi, ils considèrent l'élan, le départ, la technique et la grâce du plongement pendant le trajet dans les airs et l'entrée dans l'eau.

Chris Evert: 10e victoire consécutive

NEWPORT, Rhode Island (AFP) — L'Américaine Chris Evert a remporté sa 52e victoire successive et son 10e tournoi consécutif, en triomphant de sa jeune compatriote Betsy Nagelsen, 17 ans, 6-4, 6-3, lundi en finale de l'épreuve de Newport, dotée

de 30.000 de prix.

C'est grâce à sa plus grande expérience que Evert a triomphé de sa jeune rivale, qui disputait son premier tournoi professionnel.

Dimanche, en demi-finale,

Nagelsen avait causé une énorme surprise en éliminant la Britannique Virginia Wade. Après la finale de lundi, Chris Evert a fait ainsi l'éloge de son adversaire: "Elle est appelée à un grand avenir."

Championnat senior canadien d'athlétisme

Voici la liste des athlètes sélectionnés pour participer au championnat senior canadien d'athlétisme qui se déroulera le 27 et 28 août à Winnipeg.

NOMS	ÉPREUVE	PERFORMANCE
M. Racette	100-200 mètres	100-11.9 200-24.3
A. Filion	Hauteur	5'8" 7/8
M. Turcotte	Hauteur	5'8"
L. Moreau	Poids & Disques	Poids 47'9 3/4 Disque: 167' 4 1/2
L. Bédard	Javelot	163' 6"
M. Pion	Javelot	153' 1"
L. Boyer	Javelot	146' 2"
K. Van Der Knapp	Javelot	147' 7"
D. Tittley	Disque	135' 3 1/2
L. Blais	Pentathlon	3.559 pts.
F. Gendron	400 mètres haies	61.2
C. Saull	400 mètres haies	64.5
C. Montminy	100 et 200 mètres	10.2 au 100 mètres 21.2 au 200 mètres
R. Raymond	100-200-400	10.6 au 100 mètres 21.5 au 200 mètres 47.9 au 400 mètres
C. Worrell	100	10.6
D. Mac Lean	400 plat et haies	plat: 48.0 haies: 53.7
D. Hill	1500	4'2"
D. Taillon	100 mètres haies	14.0
T. Nelson	110 mètres haies	14.7
C. Lépine	300 steeple	9:02.4
C. Ferragne	Hauteur	2M18
D. St-Hilaire	Hauteur	2M110
C. Doza	Hauteur	2M17
J. Ouellet	Hauteur	2M10
R. Forget	Hauteur	2M09
M. Raymond	longueur	22'10"
P. Lacroix	Perche	14'7" 3/4
B. Samborsky	Poids	50'11" 1/2
B. Pauletto	Poids	49'2" 1/2
A. Lajoie	Javelot	247'10 3/4
D. Blais	Marteau	179'8"
G. Skiadopoulos	Marteau	174'5"
R. Lacombe	Decathlon	6,183 pts.
M. Jobin	Marche	1h:37.19
Y. Groulx	Marche	1h:47.08
P. Leblanc	Marche	1h:45.18.8

Les championnats du Monde Cyclistes 74 à Montréal sont morts. Vivent les C. du M. C. 75 à Liège, en Belgique.

Les C. du M. C. 74 prennent fin pour moi lundi matin, alors que je regarde Pauline Julien attacher son vélo d'une chaîne à la clôture du jardinet mouchoir de poche, autour des deux ormes dont les branches touchent à non palier, de mes voisins du dessous, avenue de l'Esplanade. La Pasionaria du Québec, superbe dans un gilet tricoté comme une peau de bouc sans manches et une longue jupe à fleurs hippie et superbe parce que la dévorée/dévotante Pauline à l'exemplarité farouche à travers tous avatars et toutes angoisses, vient en vélo m'apporter le livre (coll. "Poésie et chansons" 29/ éd. Seghers) que lui a consacré Louis-Jean Calvet, un écrivain très important pour moi depuis que j'ai découvert l'an dernier "Roland Barthes / un regard politique sur le signe" (coll. "Petite Bibliothèque" 225/ éd. Payot), Louis-Jean Calvet qui a su commencer son livre par le principal: "Mais sans doute y a-t-il un malentendu fondamental à opposer la politique à l'amour, à l'enseignement, à la vie. Pauline Julien (chanteuse, donc), parle d'elle, de chez elle, des gens de son pays, de ceux qu'elle aime, de ceux qu'elle aime moins ou pas du tout. Elle chante, elle bouge, elle danse, elle tourne, en un mot elle est (verbe intransitif). Et cela fait de la chanson, c'est-à-dire tout à la fois de l'amour, de la joie et de la peine, de la politique, de la vie..."

Qui profitera des C. du M.C. pour obtenir des pouvoirs publics non qu'ils commercialisent la venue à Montréal d'Eddy Merckx (et tuent, à force de le soumettre aux intérêts commerciaux, le cyclisme, comme le hockey ou le baseball — la multitude qui redécouvre la bicyclette va vouloir le sport cycliste ici, mais en marge de la commercialisation du sport, et les pouvoirs devront satisfaire les besoins de cette minorité ne serait-ce que pour continuer à exploiter la majorité qu'ils trompent), mais qu'ils garantissent à Montréal une circulation exclusivement cycliste? Il serait très facile et peu onéreux, pour commencer, de tracer un parcours sur le Mont-Royal qui serait réservé entièrement aux cyclistes, auquel n'aurait accès ni voitures, ni chevaux, ni piétons. Ce serait un premier pas pour reconnaître le fait cycliste au Québec (il l'est en Californie, par exemple), et tenter d'y promouvoir un sport cycliste protégé de la haute finance et de la pègre...

Un pouvoir capitaliste se sert du sport pour neutraliser le questionnement auquel incite toute pratique culturelle. La commercialisation du sport, qui le dégrade, a pour fin de faire plus puissante l'idéologie de la classe possédante/dominante, cette idéologie qui vise à dépolitiser, démobiliser, défaire les classes travailleuses (productrices), pour mieux les manipuler et exploiter. On valorise l'exploit et le champion, pour réduire le spectateur au plus en plus de passivité, son énergie dépensée dans l'admiration du sensationnel, parce à quoi on donne une dimension de mythologie pour séparer de

la pratique, que le spectateur n'ait de plaisir que sous forme de transfert, qu'il demeure inerte, en même temps qu'on falsifie et mécanise le sport. Le sport est l'opium du peuple moderne. Mais la solution n'est certainement pas dans le désaveu du sport, ni dans la critique stérile du spectateur de compétitions sportives. La véritable renaissance de la bicyclette en Amérique du Nord est un indice. L'effort

Le bison ravi



fend la bise

fait aux C. du M.C. 74 à Montréal pour informer et expliquer indique comment utiliser le sport de la plus haute qualité à des fins de réflexion et de stimulation à la pratique. Des routes réservées aux cyclistes à Montréal, des compétitions disputées par les meilleurs coureurs auxquelles aient accès les jeunes sans qu'il leur en coûte une fortune, des animateurs qui fassent comprendre le cyclisme: les C. du M.C. 74 à Montréal acquerraient alors un rôle véritablement positif, incitant à la prise de conscience d'une activité où l'homme peut se dépenser selon virtualités et plaisir, au lieu que s'abrutit dans le "divertissement" de loisirs "organisés" le traitant en chose. Dans cette ère des loisirs maintenant imminente, je le répète, sportifs et travailleurs culturels ou intellectuels auront à se battre pour de mêmes intérêts de classe périphérique. À l'âge des pouvoirs centralisés / centralisateurs, ce peuvent être les périphériques qui aient à décider du devenir de l'homme, comme dit mon ami Henri Lefebvre, qui a bien raison de dire qu'il faudrait se servir du conjoncturel plutôt que de laisser le structural l'occulter, réduisant tout au systématique...

Pierre Foglia n'a pas découvert le cyclisme.

Des milliers de Québécois ont appris. Pourquoi ne pas prévoir, en 1976, un grand rassemblement des cyclistes québécois, qui recevraient, sur leur terrain, les coureurs venus participer aux Jeux Olympiques?

Puissent les C. du M. C. 74 à Montréal servir au peuple...

26 août 74
Patrick Straram, le Bison ravi

(La photo du Bison ravi fendant la bise en vallée du Richelieu: une photo de Gérard Godin.)

Si vous avez Mlle Lalancette comme prof d'algèbre, accordez-vous au moins le plaisir d'une paire de Jeans Landlubber.

Landlubber®

LANDLUBBER WASHOUTS JEANS DE DENIM STYLE TANGO

RÉG: \$17.95 SEULEMENT: \$12.95

ASSORTIMENT COMPLET DE CHEMISES LANDLUBBER À DE NOUVEAUX BAS PRIX.

CORDUROY: \$14.99 BRODÉES: \$15.99

Jean Junction

60 magasins pour desservir l'est du Canada.